



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2006

(Toronto, Ontario, le 31 août 2006) – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 662 M\$ pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2006, contre une perte nette de 1 907 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,86 \$, comparativement à une perte diluée par action de 5,77 \$ au troisième trimestre de 2005.

Le bénéfice dilué par action de 1,86 \$ pour le troisième trimestre de 2006 a été augmenté des éléments suivants :

- un montant net de 50 M\$ après impôts au titre de rajustements fiscaux notables (0,14 \$ l'action);
- un montant de 13 M\$ (8 M\$ après impôts, ou 0,03 \$ l'action) en raison de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La perte diluée par action de 5,77 \$ au troisième trimestre de 2005 comprenait une provision de 2,83 G\$ (2,53 G\$ après impôts, ou 7,45 \$ l'action) pour les affaires judiciaires liées à Enron.

Au troisième trimestre de 2006, le bénéfice net et le bénéfice dilué par action de la Banque CIBC ont affiché chacun une hausse, en regard de 585 M\$ et de 1,63 \$ au trimestre précédent. Cette hausse englobe plusieurs éléments d'importance qui, regroupés, représentent un bénéfice de 0,10 \$ l'action.

Le rendement des capitaux propres s'est établi à 27,2 % au troisième trimestre de 2006, une progression comparativement à 25,7 % au trimestre précédent.

Le point sur les priorités de l'entreprise

«Nos résultats du troisième trimestre témoignent d'un solide rendement trimestriel et soulignent les progrès réguliers réalisés tout au long de l'exercice à l'égard de nos priorités», déclare Gerald T. McCaughey, président et chef de la direction.

Maintien et raffermissement de la solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a enregistré des revenus de 2 042 M\$, contre 1 964 M\$ au trimestre précédent et 2 021 M\$ à la période correspondante de 2005.

Le bénéfice net s'est inscrit à 487 M\$ au troisième trimestre, augmentant de 83 M\$, ou 21 %, sur un an, grâce à des revenus plus élevés et à des frais moins importants, ainsi qu'à des pertes sur créances et des impôts moindres.

Bien que le contexte national demeure concurrentiel, les activités de détail de la Banque CIBC maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché.

La croissance des volumes est restée vigoureuse et raisonnablement constante pour la plupart des activités de détail essentielles. Dans le segment des cartes, le taux de croissance trimestriel séquentiel des prêts administrés de 3,6 % a été le plus élevé de la Banque CIBC ces dernières années.

La progression des soldes a été annulée par l'effet de la concurrence au plan de la tarification, par la préférence persistante de la clientèle à transformer les prêts aux taux variables en taux fixes, et par l'accent mis par la Banque CIBC sur les prêts garantis.

Le principal défi de la Banque CIBC s'est situé dans le domaine du crédit de détail, où celle-ci a pris des mesures en vue d'accroître le montage de nouveaux prêts garantis, dans le but d'améliorer la qualité globale des actifs du portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque CIBC a continué de relever la proportion de prêts garantis dans son portefeuille de prêts personnels (55 % au 31 juillet 2006 en regard de 47 % au 31 octobre 2005). La Banque CIBC juge encourageants les signes de progrès dans le portefeuille de prêts non garantis, constatant la meilleure qualité des nouveaux comptes. Tout en demeurant prudente pendant que les prêts de cuvée plus ancienne continuent d'arriver à échéance, la Banque CIBC est convaincue que les mesures mises en œuvre lui permettront d'obtenir les résultats désirés avec le temps.

Pendant le trimestre, la Banque CIBC a lancé des nouveaux produits à l'intention des clients de Services bancaires de détail :

- Une offre de prime Aéroplan visant à promouvoir des relations plus approfondies avec la clientèle grâce à de meilleurs incitatifs pour les produits bancaires courants;
- Le compte d'épargne rendement plus des Services financiers le Choix du Président, qui offre un taux d'intérêt avantageux et un taux bonifié à la date anniversaire.

La satisfaction de la clientèle demeure une mesure importante des progrès accomplis par la Banque CIBC. Au cours du trimestre, CIBC Wood Gundy a obtenu une note de 83 % dans un sondage indépendant sur la satisfaction de la clientèle. Ce résultat, supérieur à celui de 2004, représente l'un des plus élevés de toutes les maisons de courtage de plein exercice liées aux grandes banques canadiennes.

Marchés mondiaux CIBC a dégagé des revenus de 677 M\$, contre 607 M\$ au trimestre précédent et 929 M\$ au trimestre correspondant de 2005; ce dernier montant englobait des revenus considérables provenant de Services de banque d'affaires.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont bondi par rapport au trimestre précédent, surtout grâce au niveau accru des activités de fusion et d'acquisition.

Les revenus de Services de banque d'affaires se sont appréciés quelque peu comparativement au deuxième trimestre, mais ils ont beaucoup reculé en regard de la même période de 2005.

Marchés mondiaux CIBC continue de faire preuve de vigueur et conserve sa position de chef de file du marché canadien.

Pendant le trimestre, Marchés mondiaux CIBC a agi à titre conseil pour deux des principales opérations liées à des fiducies de revenu ayant eu lieu récemment au Canada. Nos services ont fourni des conseils à Petrofund Energy Trust dans le cadre de leur fusion avec Penn West Energy Trust visant à créer la plus imposante fiducie de redevances pétrolières et gazières classiques en Amérique du Nord, et à BCE pour la création du Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales, la plus importante fiducie de télécommunications du Canada.

Aux États-Unis, Marchés mondiaux CIBC a conseillé Nautic Partners, LLC et Contec LLC au sujet de l'acquisition de Contec LLC par American Capital Strategies, Ltd. Nos services de financement immobilier de Marchés mondiaux CIBC aux États-Unis ont conclu leur troisième émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales de taille de l'exercice.

La Banque CIBC continue d'appuyer la croissance de ses activités de gros en investissant dans ses activités essentielles axées sur les clients, particulièrement dans les domaines de la dotation en personnel, du crédit, de la création de produits et des ressources financières.

Amélioration de la productivité

À l'exercice précédent, la Banque CIBC s'est donné pour objectif de réduire ses frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au troisième trimestre, la Banque CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 887 M\$; ce montant légèrement supérieur à celui du deuxième trimestre s'explique principalement par la rémunération plus élevée, puisque le troisième trimestre comportait trois jours de plus.

Le niveau des frais de la Banque CIBC se maintient dans la fourchette de son objectif du quatrième trimestre, de 1 892 M\$, et la Banque CIBC demeure confiante qu'elle atteindra son objectif de nouveau au quatrième trimestre.

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC était à 9,6 % au 31 juillet 2006, en hausse par rapport à 9,2 % à la fin du deuxième trimestre et bien au-delà du ratio cible de 8,5 %.

Au chapitre de l'utilisation des fonds propres, la priorité de la Banque CIBC consiste à investir dans ses activités essentielles afin de préserver sa solidité et sa position sur le marché.

Une fois ses besoins internes financés, la Banque CIBC évaluera d'autres possibilités de déploiement des fonds propres.

À l'heure actuelle, la Banque CIBC accumule des fonds propres en vue de financer l'acquisition de la participation de Barclays Bank PLC (Barclays) dans FirstCaribbean International Bank. Au cours du trimestre, la Banque CIBC a annoncé la conclusion d'une entente définitive avec Barclays en vue de cette acquisition, et la Banque CIBC s'attend à conclure la transaction d'ici la fin de l'année civile.

«Grâce à son rendement des neuf premiers mois, la Banque CIBC se trouve en bonne position pour dégager des résultats solides pour l'exercice 2006, affirme M. McCaughey. Notre progression vers nos priorités essentielles vient appuyer notre objectif d'obtenir un rendement stable et durable à long terme.»

Apporter davantage à nos collectivités

Au cours du troisième trimestre, la Banque CIBC a parrainé le Tour Charles-Bruneau, une randonnée à vélo de quatre jours à travers le Québec destinée à recueillir des fonds pour soutenir la lutte des enfants atteints de cancer. Un don de 400 000 \$ sera remis au Centre de cancérologie Charles-Bruneau de l'hôpital Sainte-Justine pour la recherche et le traitement des enfants cancéreux.

La succursale de CIBC Wood Gundy à Calgary a reçu pendant le trimestre un prix de Volunteer Calgary, en reconnaissance de sa participation de longue haleine à Action-vue, un organisme canadien qui se consacre à la prévention et à la guérison de la cécité partout au monde.

Perspectives

L'économie nord-américaine semble avoir adopté un rythme de croissance plus modéré et devrait conserver ce rythme d'ici la fin de 2006. Même si les taux d'intérêt à court terme n'augmentent pas davantage aux États-Unis, les majorations de taux antérieures freinent les dépenses de consommation et la construction individuelle chez nos voisins du Sud, ce qui devrait

ralentir la croissance des exportations canadiennes. La fermeté soutenue des prix des marchandises et un nouvel affaiblissement du dollar américain par rapport aux devises d'outre-mer devraient maintenir le dollar canadien à des niveaux historiquement élevés et permettre à la Banque du Canada de conserver les taux d'intérêt à leur niveau actuel jusqu'à la fin de 2006.

Les horizons de Marchés de détail CIBC et de Marchés mondiaux CIBC sont positifs, dans le sillage des attentes d'expansion modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers.

La Banque CIBC demeure convaincue que le taux de croissance des volumes de produits de prêt devrait vraisemblablement reculer, à mesure que les consommateurs se feront plus prudents au chapitre des dépenses discrétionnaires face à la montée des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêt nettes.

Bien que le cycle de crédit doive demeurer favorable jusqu'à la fin de 2006, le faible taux actuel de défaillance des entreprises ne peut vraisemblablement pas se maintenir pendant longtemps.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416-980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416-980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416-980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC appuient leur attestation du rapport financier du troisième trimestre et des procédures et contrôles sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du troisième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Aux dates indiquées et pour les trois mois terminés les			Aux dates indiquées et pour les neuf mois terminés les	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Non vérifié					
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
- bénéfice (perte) de base	1,88 \$	1,65 \$	(5,77) \$	5,16 \$	(2,50) \$
- résultat (perte) dilué	1,86	1,63	(5,77)	5,11	(2,50)
- dividendes	0,70	0,68	0,68	2,06	1,98
- valeur comptable	27,96	26,61	23,51	27,96	23,51
Cours de l'action					
- haut	83,63	86,00	80,80	86,00	80,80
- bas	73,94	77,95	72,15	72,90	67,95
- clôture	77,25	82,75	80,01	77,25	80,01
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
- moyen de base	335 513	335 147	336 486	335 004	341 079
- moyen dilué	338 461	338 544	340 125	338 233	344 878
- à la fin de la période	335 332	335 519	333 724	335 332	333 724
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	25 904 \$	27 764 \$	26 701 \$	25 904 \$	26 701 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours-bénéfice (sur 12 mois)	10,7	négl.	négl.	10,7	négl.
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	3,6 %	3,4 %	3,4 %	3,6 %	3,3 %
Ratio dividendes/bénéfice	37,3 %	41,4 %	>100 %	40,0 %	>100 %
Ratio cours / valeur comptable	2,76	3,11	3,40	2,76	3,40
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	2 830 \$	2 766 \$	3 151 \$	8 445 \$	9 050 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	152	138	199	456	536
Frais autres que d'intérêts	1 887	1 825	4 850	5 580	8 783
Bénéfice net (perte nette)	662	585	(1 907)	1 827	(760)
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	66,7 %	66,0 %	153,9 %	66,1 %	97,0 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ¹	65,3 %	65,0 %	151,4 %	64,9 %	95,6 %
Rendement des capitaux propres	27,2 %	25,7 %	(75,1) %	26,2 %	(11,0) %
Marge d'intérêts nette	1,53 %	1,47 %	1,66 %	1,53 %	1,74 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,77 %	1,71 %	1,95 %	1,78 %	2,05 %
Rendement de l'actif moyen	0,90 %	0,83 %	(2,59) %	0,85 %	(0,35) %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	1,04 %	0,97 %	(3,05) %	0,98 %	(0,41) %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	93 163 \$	90 295 \$	86 738 \$	93 163 \$	86 738 \$
Prêts et acceptations	149 224	145 826	147 357	149 224	147 357
Total de l'actif	294 990	290 721	292 854	294 990	292 854
Dépôts	200 015	193 503	197 143	200 015	197 143
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	9 377	8 929	7 845	9 377	7 845
Actif moyen	291 395	288 428	292 136	288 501	289 426
Actif productif d'intérêts moyen	251 607	248 198	248 386	248 360	245 917
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	9 167	8 803	10 262	8 818	10 396
Biens administrés	1 028 000	1 027 900	972 900	1 028 000	972 900
Mesures de la qualité du bilan					
Actions ordinaires / actif pondéré en fonction du risque	8,0 %	7,8 %	6,4 %	8,0 %	6,4 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	117,0 \$	115,1 \$	122,6 \$	117,0 \$	122,6 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,6 %	9,2 %	7,5 %	9,6 %	7,5 %
Ratio du total des fonds propres	14,0 %	13,7 %	10,5 %	14,0 %	10,5 %
Autres informations					
Ratio détail/gros ²	70 % / 30 %	74 % / 26 %	74 % / 26 %	70 % / 30 %	74 % / 26 %
Effectif permanent	36 781	36 741	37 273	36 781	37 273

¹ Base d'imposition équivalente (BIE). Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

² Les activités de détail comprennent Marchés de détail CIBC et le Groupe Entreprises (inclus dans Marchés mondiaux CIBC). Les activités de gros englobent Marchés mondiaux CIBC, à l'exclusion du Groupe Entreprises. Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activités à la fin de la période. Pour en savoir davantage, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

négl. – négligeable en raison de la perte nette pendant la période de 12 mois consécutifs.

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle de 2005. Les états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et libellés en dollars canadiens. Le rapport de gestion est en date du 31 août 2006. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) n'est censée avoir été intégrée par renvoi aux présentes. Certains montants de périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 188 et 189 de notre Reddition de comptes annuelle de 2005.

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

De temps à autre, la CIBC fait des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion, dans d'autres dépôts auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations dans les sections «Le point sur les priorités d'entreprise», «Perspectives», «Revue des états des résultats consolidés – Impôts sur les bénéficiaires» et «FirstCaribbean International Bank» du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant les activités, les secteurs d'activité, la situation financière, la gestion des risques, les priorités, les cibles, les objectifs permanents ainsi que les stratégies et perspectives de la CIBC pour 2006 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme «croire», «prévoir», «compter», «estimer» et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de la volonté de la CIBC, influent sur les activités, le rendement et les résultats de la CIBC et de ses secteurs d'activité et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : la possibilité que l'opération proposée avec FirstCaribbean ne soit pas conclue au moment prévu ou ne soit pas conclue du tout, ou que la CIBC et Barclays Bank PLC doivent modifier des aspects de l'opération proposée pour obtenir une approbation réglementaire; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où la CIBC est en exploitation, dont des modifications des lois canadiennes réglementant les institutions financières et des modifications réglementaires américaines visant les entreprises étrangères inscrites à la cote d'une bourse américaine; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'évolution des lois fiscales; la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne soit pas atteint; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme sur les activités de la CIBC; les catastrophes naturelles; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires aux activités de la CIBC; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information fournie à la CIBC par ses clients et contreparties; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où la CIBC mène ses activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; la capacité de la CIBC à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir ses canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus qu'elle en tire; les changements des habitudes des clients en matière de dépenses et d'économies; et la capacité de la CIBC à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre évidemment pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur les énoncés prospectifs de la CIBC. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois qu'il ne leur soit accordé une confiance démesurée. La CIBC ne s'engage à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport de gestion ou d'autres communications.

Survol de la direction

La CIBC est l'une des principales institutions financières nord-américaines qui, au 31 juillet 2006, affichait un actif de 295,0 G\$, une capitalisation boursière de 25,9 G\$ et un ratio des fonds propres de première catégorie de 9,6 %. La CIBC offre des services financiers aux particuliers, aux PME, aux entreprises ainsi qu'à des clients institutionnels.

Rendement financier

en millions de dollars, sauf les données par action	À la date indiquée et pour les trois mois terminés le			À la date indiquée et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Total des revenus	2 830 \$	2 766 \$	3 151 \$	8 445 \$	9 050 \$
Bénéfice net (perte nette)	662	585	(1 907)	1 827	(760)
Bénéfice (perte) par action					
- de base	1,88	1,65	(5,77)	5,16	(2,50)
- dilué(e)	1,86	1,63	(5,77)	5,11	(2,50)
Dividendes par action	0,70	0,68	0,68	2,06	1,98
Total de l'actif	294 990	290 721	292 854	294 990	292 854
Rendement des capitaux propres	27,2 %	25,7 %	(75,1) %	26,2 %	(11,0) %
Coefficient d'efficacité	66,7 %	66,0 %	153,9 %	66,1 %	97,0 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ¹	65,3 %	65,0 %	151,4 %	64,9 %	95,6 %
Total du rendement des capitaux propres	(5,8) %	4,4 %	8,0 %	9,8 %	11,2 %
Cours de l'action	77,25	82,75	80,01	77,25	80,01
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,6 %	9,2 %	7,5 %	9,6 %	7,5 %
Ratio du total des fonds propres	14,0 %	13,7 %	10,5 %	14,0 %	10,5 %

¹ Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

L'expansion économique a perdu de la vigueur tant aux États-Unis qu'au Canada au deuxième trimestre civil de 2006. Tandis que la croissance de l'emploi continuait d'afficher une tendance saine au Canada, la construction individuelle reculait et la modération de la demande américaine s'est combinée à la fermeté du dollar canadien pour freiner les exportations réelles. Le crédit à la consommation, qui demeure en forte progression au Canada, a décéléré sur un an, alors que la demande de prêts hypothécaires poursuit son accélération. Pendant le trimestre, les taux d'intérêt à court terme ont encore augmenté chez nos voisins du Sud, mais les taux à long terme se sont stabilisés. Au Canada, les rendements ont atteint un plateau, car la Banque du Canada a sous-entendu qu'elle pourrait ne plus avoir à relever ses taux d'intérêt suivant la majoration de mai 2006. Les marchés boursiers sont redescendus de leurs sommets, à mesure que les marchés ont évalué les risques découlant des hausses de taux d'intérêt aux États-Unis et du ralentissement de la croissance économique. En raison des prix élevés des ressources, le huard se négocie à des niveaux légèrement supérieurs.

Le bénéfice net s'est inscrit à 662 M\$ pour le trimestre, comparativement à une perte nette de 1 907 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent; ce montant comprenait une provision de 2 830 M\$ (2 533 M\$ après impôts) pour les affaires judiciaires liées à Enron. Le bénéfice du trimestre considéré a été augmenté des éléments suivants :

- un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 72 M\$;

- un montant de 13 M\$ (8 M\$ après impôts) en raison de l'incidence de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises, en vertu de la Note d'orientation concernant la comptabilité 13 (NOC-13) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Le bénéfice du trimestre considéré a été réduit par ce qui suit :

- des frais d'intérêts de 22 M\$ (12 M\$ après impôts) au titre d'un avis de nouvelle cotisation des États-Unis;
- une charge d'impôts de 10 M\$ liée au changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral.

Le trimestre considéré a également été affecté par la faiblesse des revenus de Services de banque d'affaires, la compression des marges sur produits de prêt de Marchés de détail CIBC et la rémunération liée au rendement plus élevée. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la diminution des honoraires professionnels et de la provision pour pertes sur créances et par la croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité de Marchés de détail CIBC.

Le bénéfice net s'est apprécié de 77 M\$, ou 13 %, comparativement au trimestre précédent, lequel englobait les éléments suivants :

- un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 35 M\$;
- une reprise sur provision générale pour pertes sur créances de 25 M\$ (16 M\$ après impôts);

- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur du marché de notre portefeuille de dérivés de crédit rattachés à nos prêts aux entreprises, en vertu de la NOC-13 de l'ICCA;
- un montant de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) en raison de l'incidence négative unique d'un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires.

Les résultats du trimestre considéré ont été avantagés par la hausse des produits bancaires d'investissement et de crédit, de l'incidence des trois jours additionnels du trimestre et de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité de Marchés de détail CIBC. Ces hausses ont été annulées en partie par les revenus moindres du courtage de détail et la compression des marges sur produits de prêt de Marchés de détail CIBC.

Le bénéfice net s'est établi à 1 827 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, contre une perte nette de 760 M\$ pour la même période de 2005. La période précédente comprenait les éléments suivants :

- une provision pour les affaires judiciaires liées à Enron de 2 830 M\$ (2 533 M\$ après impôts);
- un gain de 85 M\$ (85 M\$ après impôts) à la vente de Republic Bank;
- un gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper;
- une provision de 108 M\$ (55 M\$ après impôts) pour des règlements relatifs aux fonds de couverture (répartie également entre Marchés mondiaux CIBC et Marchés de détail CIBC);
- un gain de 34 M\$ (22 M\$ après impôts) à la vente d'actions d'ACE Aviation Holdings Inc. (la vente d'ACE).

Les résultats de la période considérée ont profité de la réduction des honoraires professionnels et des frais de publicité, ainsi que de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité de Marchés de détail CIBC, de la diminution de la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des revenus tirés des frais sur les prêts hypothécaires. De plus, des recouvrements d'impôts de 107 M\$ ont été constatés pendant la période considérée. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des revenus moindres des produits bancaires d'investissement et de crédit et de Services de banque d'affaires, la compression des marges sur produits de prêt de Marchés de détail CIBC et les rajustements fiscaux de 32 M\$ (22 M\$ après impôts) précités.

Sommaire des résultats sectoriels

Marchés de détail CIBC

Le bénéfice net a effectué un bond de 83 M\$, ou de 21 %, par rapport au trimestre correspondant de 2005. Les hausses de revenus sont issues des revenus de trésorerie répartis et des revenus d'assurance, tous deux comptabilisés dans les revenus divers. La progression des volumes dans la plupart des secteurs d'activité a été plus

que neutralisée par la compression des marges sur produits de prêt. Les résultats du trimestre considéré ont aussi été favorisés par des recouvrements d'impôts de 35 M\$ et par la baisse de la provision pour pertes sur créances et des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net a augmenté de 55 M\$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent, période où il comportait le recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 35 M\$ et le rajustement à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires de 7 M\$ après impôts dont il a été question ci-dessus. Les revenus ont progressé surtout en raison de l'incidence des trois jours additionnels du trimestre, de la hausse des revenus de trésorerie répartis et des revenus d'assurance, et de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, ce qui a été partiellement annulé par le déclin des revenus du courtage de détail et la compression des marges sur produits de prêt. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des frais autres que d'intérêts plus élevés. De plus, le trimestre considéré a bénéficié d'une diminution de la provision pour pertes sur créances et de recouvrements d'impôts de 35 M\$.

Le bénéfice net a gagné 134 M\$, ou 11 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 en regard de la période correspondante de 2005, au cours de laquelle ont été enregistrés les gains à la vente de Republic Bank et d'ACE et la provision pour des règlements relatifs aux fonds de couverture. Les revenus ont fléchi avec la compression des marges sur produits de prêt, qui a été partiellement compensée par la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, la progression des revenus de trésorerie répartis, des revenus tirés des frais sur les prêts hypothécaires et des revenus d'assurance. Les résultats de la période considérée ont profité de recouvrements d'impôts de 70 M\$, de même que de la réduction des frais autres que d'intérêts et de la provision pour pertes sur créances.

Marchés mondiaux CIBC

Le bénéfice net a été de 190 M\$, comparativement à une perte nette de 2 287 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, laquelle est attribuable à une provision pour les affaires judiciaires liées à Enron de 2 830 M\$ (2 533 M\$ après impôts). Le trimestre considéré a été affecté par une baisse de revenus de Services de banque d'affaires et des frais d'intérêts de 22 M\$ (12 M\$ après impôts) au titre d'un avis de nouvelle cotisation des États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des frais autres que d'intérêts moindres et des recouvrements d'impôts de 37 M\$.

Le bénéfice net a grimpé de 80 M\$, soit 73 %, en comparaison du trimestre précédent, grâce surtout aux produits bancaires d'investissement et de crédit accrus et aux recouvrements d'impôts susmentionnés, qui ont été partiellement annulés par la baisse de revenus des marchés financiers.

Le bénéfice net s'est inscrit à 428 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, contre une perte nette de 1 999 M\$ pour la même période de 2005, au cours de laquelle des provisions ont été constatées pour les affaires judiciaires liées à Enron et des règlements relatifs aux

fonds de couverture. Le fléchissement des produits bancaires d'investissement et de crédit et des revenus de Services de banque d'affaires a été en partie compensé par des frais autres que d'intérêts moindres. De plus, les résultats de la période considérée ont été favorisés par les recouvrements d'impôts indiqués précédemment.

Siège social et autres

La perte nette a diminué de 9 M\$, ou 38 %, par rapport au trimestre correspondant de 2005, en majeure partie grâce aux charges de projet inférieures, qui ont été contrebalancées partiellement par la charge d'impôts de 10 M\$ liée au changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral.

La perte nette a été de 15 M\$, en regard d'un bénéfice net de 43 M\$ au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des coûts de soutien non répartis du siège social et la charge d'impôts susmentionnée. Le trimestre précédent tenait compte de la reprise sur provision générale pour pertes sur créances de 25 M\$ (16 M\$ après impôts).

Le bénéfice net a augmenté de 26 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 par rapport à la même période de 2005, au cours de laquelle a été constaté le gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper. La période considérée a profité de la diminution des coûts de soutien non répartis du siège social et des charges de projet, des revenus plus élevés des coentreprises CIBC Mellon et de la reprise sur provision générale pour pertes sur créances susmentionnée.

Le point sur les priorités de l'entreprise

Les résultats de la CIBC pour le trimestre témoignent d'un solide rendement trimestriel et des progrès réguliers réalisés à l'égard de ses priorités.

Maintien et raffermissement de la solidité de l'entreprise

Bien que le contexte national demeure concurrentiel, nos activités de détail maintiennent un bon rendement dans l'ensemble et demeurent bien positionnées sur le marché.

Marchés mondiaux CIBC a continué de faire preuve de vigueur et a conservé sa position de chef de file du marché canadien. Nous continuons d'appuyer la croissance de nos activités de gros en investissant dans nos activités essentielles axées sur les clients, particulièrement dans les domaines de la dotation en personnel, du crédit, de la création de produits et des ressources financières.

Une discussion détaillée sur notre rendement figure à la section portant sur les secteurs d'activité du présent rapport de gestion.

Amélioration de la productivité

À l'exercice précédent, nous nous sommes donné pour objectif de réduire nos frais annuels de 250 M\$ d'ici la fin de 2006.

Au cours du trimestre, la CIBC s'est encore rapprochée de son objectif. Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 887 M\$; ce montant légèrement supérieur à celui du trimestre précédent s'explique

principalement par une charge de rémunération plus élevée, puisque le troisième trimestre comportait trois jours de plus. Le niveau de nos frais se maintient dans la fourchette de notre objectif du quatrième trimestre, de 1 892 M\$.

Solidité du bilan et utilisation des fonds propres

Au chapitre de la solidité du bilan, nous nous appliquons à maintenir un ratio cible de 8,5 % pour les fonds propres de première catégorie.

Au chapitre de l'utilisation des fonds propres, la priorité de la CIBC consiste à investir dans ses activités essentielles afin de préserver sa solidité et sa position sur le marché. Une fois nos besoins internes financés, nous évaluerons d'autres possibilités de déploiement des fonds propres.

À l'heure actuelle, nous accumulons des fonds propres en vue de financer l'acquisition de la participation de Barclays Bank PLC (Barclays) dans FirstCaribbean International Bank. Au cours du trimestre, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive avec Barclays en vue de cette acquisition, et nous nous attendons à conclure la transaction d'ici la fin de l'année civile.

Perspectives

L'économie nord-américaine semble avoir adopté un rythme de croissance plus modéré et devrait conserver ce rythme d'ici la fin de 2006. Même si les taux d'intérêt à court terme n'augmentent pas davantage aux États-Unis, les majorations de taux antérieures freinent les dépenses de consommation et la construction individuelle chez nos voisins du Sud, ce qui devrait ralentir la croissance des exportations canadiennes. La fermeté soutenue des prix des marchandises et un nouvel affaiblissement du dollar américain par rapport aux devises d'outre-mer devraient maintenir le dollar canadien à des niveaux historiquement élevés et permettre à la Banque du Canada de conserver les taux d'intérêt à leur niveau actuel jusqu'à la fin de 2006.

Les horizons de Marchés de détail CIBC et de Marchés mondiaux CIBC sont positifs, dans le sillage des attentes d'expansion modérée de l'économie nord-américaine et de la vigueur soutenue des marchés boursiers.

Nous demeurons convaincus que le taux de croissance des volumes de produits de prêt devrait vraisemblablement reculer, à mesure que les consommateurs se feront plus prudents au chapitre des dépenses discrétionnaires face à la montée des taux d'intérêt et des coûts de l'énergie. Les pressions concurrentielles continueront probablement de comprimer les marges d'intérêt nettes.

Bien que le cycle de crédit doive demeurer favorable jusqu'à la fin de 2006, le faible taux actuel de défaillance des entreprises ne peut vraisemblablement pas se maintenir pendant longtemps.

Mode de présentation de l'information de la CIBC

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité reflètent les caractéristiques de nos produits et services ainsi que les clients à qui sont destinés ces produits et services.

Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration; Technologie et opérations; Expansion de l'entreprise; Finance; Conformité, Affaires juridiques et réglementation; Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité. Le groupe Siège social et autres comprend également Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débetures d'Oppenheimer Holdings Inc. (vendues en grande partie le 31 juillet 2006), et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations, et nous avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines fonctions administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

Nous employons le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur pour mesurer et présenter les résultats d'exploitation de nos deux secteurs d'activité. Ce modèle se sert de certaines estimations et de méthodes de répartition dans la préparation de l'information financière sectorielle. Selon ce modèle, les paiements internes relatifs aux commissions de vente et de suivi et aux honoraires de prestation de services sont répartis entre les secteurs d'activité. Périodiquement, les commissions de vente et de suivi versées aux segments pour certains produits sont modifiées. L'information financière de la période précédente n'a pas été reclassée pour tenir compte de ces changements de commissions. De plus, les revenus, les frais et les ressources au bilan liés à certaines activités sont entièrement imputés aux autres secteurs d'activité. La direction utilise ce modèle pour évaluer le fonctionnement économique de nos segments de clientèle, des produits et des réseaux de distribution.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 42 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures selon les PCGR :

Activités de détail

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenus					
Marchés de détail CIBC	2 042 \$	1 964 \$	2 021 \$	6 065 \$	6 100 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	112	105	114	328	336
	2 154 \$	2 069 \$	2 135 \$	6 393 \$	6 436 \$
Bénéfice net					
Marchés de détail CIBC	487 \$	432 \$	404 \$	1 357 \$	1 223 \$
Ajouter : Groupe Entreprises	41	23	25 ¹	94	88 ¹
	528 \$	455 \$	429 \$	1 451 \$	1 311 \$

¹ Modifié depuis le troisième trimestre de 2005

Activités de gros

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenus					
Marchés mondiaux CIBC	677 \$	607 \$	929 \$	1 963 \$	2 420 \$
Déduire : Groupe Entreprises	112	105	114	328	336
	565 \$	502 \$	815 \$	1 635 \$	2 084 \$
Bénéfice net (perte nette)					
Marchés mondiaux CIBC	190 \$	110 \$	(2 287) \$	428 \$	(1 999) \$
Déduire : Groupe Entreprises	41	23	25 ¹	94	88 ¹
	149 \$	87 \$	(2 312) \$	334 \$	(2 087) \$

¹ Modifié depuis le troisième trimestre de 2005

Impôts sur les bénéfices

À notre avis, le taux d'imposition rajusté (BIE) donne une meilleure compréhension de notre taux d'imposition réel, tenant compte des éléments notés. Les investisseurs peuvent trouver utile cette mesure non conforme aux PCGR pour l'analyse du rendement financier.

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 juillet 2006
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle (a)	791 \$
Rajustement selon la BIE (b)	59
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle (BIE) (c)	850 \$
Impôts sur les bénéfices déclarés selon les états financiers (d)	125 \$
Rajustement selon la BIE (b)	59
Recouvrements d'impôts sur les bénéfices (e)	72
Changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral (f)	(10)
Impôts sur les bénéfices rajustés (g)	246 \$
Taux d'imposition déclaré (réel) (d/a)	15,8 %
Taux d'imposition réel rajusté (d+e+f)/a	23,6 %
Taux d'imposition réel rajusté (BIE) (g/c)	28,9 %

Mesures de l'état des résultats

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2006	Total des revenus	2 042 \$	677 \$	111 \$	2 830 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	59	-	59
	Revenus (BIE)	2 042 \$	736 \$	111 \$	2 889 \$
	Bénéfice net (perte nette)	487 \$	190 \$	(15) \$	662 \$
	Déduire : montant au titre du capital économique	124	62	4	190
	Bénéfice (perte) économique	363 \$	128 \$	(19) \$	472 \$
	Coefficient d'efficacité	61,4 %	76,5 %	négl.	66,7 %
	Déduire : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	6,1	négl.	1,4
	Coefficient d'efficacité (BIE)	61,4 %	70,4 %	négl.	65,3 %
30 avril 2006	Total des revenus	1 964 \$	607 \$	195 \$	2 766 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	42	-	42
	Revenus (BIE)	1 964 \$	649 \$	195 \$	2 808 \$
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
	Déduire : montant au titre du capital économique	120	60	4	184
	Bénéfice économique	312 \$	50 \$	39 \$	401 \$
	Coefficient d'efficacité	62,4 %	83,4 %	négl.	66,0 %
	Déduire : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,5	négl.	1,0
	Coefficient d'efficacité (BIE)	62,4 %	77,9 %	négl.	65,0 %
31 juillet 2005	Total des revenus	2 021 \$	929 \$	201 \$	3 151 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	52	-	52
	Revenus (BIE)	2 021 \$	981 \$	201 \$	3 203 \$
	Bénéfice net (perte nette)	404 \$	(2 287) \$	(24) \$	(1 907) \$
	Déduire : montant au titre du capital économique	122	61	4	187
	Bénéfice (perte) économique	282 \$	(2 348) \$	(28) \$	(2 094) \$
	Coefficient d'efficacité	63,3 %	368,1 %	négl.	153,9 %
	Déduire : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	19,2	négl.	2,5
	Coefficient d'efficacité (BIE)	63,3 %	348,9 %	négl.	151,4 %
en millions de dollars, pour les neuf mois terminés le					
31 juillet 2006	Total des revenus	6 065 \$	1 963 \$	417 \$	8 445 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	147	-	147
	Revenus (BIE)	6 065 \$	2 110 \$	417 \$	8 592 \$
	Bénéfice net (perte nette)	1 357 \$	428 \$	42 \$	1 827 \$
	Déduire : montant au titre du capital économique	370	186	13	569
	Bénéfice (perte) économique	987 \$	242 \$	29 \$	1 258 \$
	Coefficient d'efficacité	61,3 %	79,3 %	négl.	66,1 %
	Déduire : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	5,5	négl.	1,2
	Coefficient d'efficacité (BIE)	61,3 %	73,8 %	négl.	64,9 %
31 juillet 2005	Total des revenus	6 100 \$	2 420 \$	530 \$	9 050 \$
	Ajouter : rajustement selon la BIE	-	141	0	141
	Revenus (BIE)	6 100 \$	2 561 \$	530 \$	9 191 \$
	Bénéfice net (perte nette)	1 223 \$	(1 999) \$	16 \$	(760) \$
	Déduire : montant au titre du capital économique	361	189	12	562
	Bénéfice (perte) économique	862 \$	(2 188) \$	4 \$	(1 322) \$
	Coefficient d'efficacité	62,4 %	188,3 %	négl.	97,0 %
	Déduire : rajustement selon l'incidence de la BIE	-	10,3	négl.	1,4
	Coefficient d'efficacité (BIE)	62,4 %	178,0 %	négl.	95,6 %

négl. – négligeable

Analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière

Revue des états des résultats consolidés

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu net d'intérêts	1 121 \$	1 036 \$	1 219 \$	3 305 \$	3 765 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 709	1 730	1 932	5 140	5 285
Total des revenus	2 830	2 766	3 151	8 445	9 050
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	138	199	456	536
Frais autres que d'intérêts	1 887	1 825	4 850	5 580	8 783
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	791	803	(1 898)	2 409	(269)
Impôts sur les bénéfices	125	190	(106)	553	353
Part des actionnaires sans contrôle	4	28	115	29	138
Bénéfice net (perte nette)	662 \$	585 \$	(1 907) \$	1 827 \$	(760) \$

Revenus

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a baissé de 98 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts tirés des activités de négociation, du rétrécissement des marges sur prêts hypothécaires, crédit personnel et cartes, et de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées dans le segment des cartes. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des volumes dans le segment des cartes et des marges sur dépôts favorables.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 85 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'un ajustement de reclassement lié à la comptabilité de couverture se répercutant sur le revenu net d'intérêts, l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, la hausse des volumes dans le segment des cartes ainsi que des dépôts, et la hausse du revenu net d'intérêts tiré des activités de négociation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur cartes de crédit, prêts hypothécaires et crédit personnel et la hausse des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis. Le trimestre précédent incluait l'incidence négative unique de 11 M\$ liée à un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires.

Le revenu net d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 a baissé de 460 M\$, ou 12 %, par rapport à la même période de 2005, surtout en raison de la réduction du revenu net d'intérêts tirés des activités de négociation, l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit, le rétrécissement des marges sur prêts hypothécaires, crédit personnel et cartes de crédit, et la diminution des dividendes et des intérêts sur les valeurs du compte de placement. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des volumes dans le segment des cartes de crédit, des dépôts et des prêts hypothécaires, la baisse des charges sur les activités de couverture associées aux prêts hypothécaires refinancés avant échéance, et des marges sur dépôt favorables.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a chuté de 223 M\$, ou 12 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des gains sur les valeurs du compte de placement, déduction faite des baisses de valeur, la baisse des revenus des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et la diminution du revenu comptabilisé à la valeur de consolidation. Ces diminutions ont été en partie neutralisées par la réduction des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises et la hausse des revenus d'assurance.

Le revenu autre que d'intérêts a diminué de 21 M\$, ou 1 % par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des revenus de change de 47 M\$ découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos entreprises étrangères autres qu'américaines au trimestre précédent, de l'ajustement de reclassement lié à la comptabilité de couverture dont il a déjà été question et la baisse des revenus dans une EDDV consolidée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des gains sur les valeurs du compte de placement, déduction faite des baisses de valeur, la hausse des revenus d'assurance et la diminution des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Le revenu autre que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 a reculé de 145 M\$, ou 3 %, par rapport à la période correspondante de 2005, principalement en raison des gains à la vente de Juniper, de Republic Bank et d'ACE au cours de la période précédente, de la diminution des gains sur les valeurs du compte de placement, déduction faite des baisses de valeur, de la diminution des revenus de commission de prise ferme et des honoraires de consultation et de la hausse des pertes liées au programme de couverture de prêts aux entreprises. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la hausse des revenus des activités de négociation et du revenu de titrisation, l'augmentation des revenus tirés de la valeur des actifs à honoraires et les revenus de change liés au rapatriement susmentionné.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 47 M\$, ou 24 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des reprises du Groupe Entreprises, de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées dans le segment des cartes et la diminution des pertes dans le secteur agricole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 14 M\$, ou 10 %, en regard du trimestre précédent, ce qui comprenait une reprise sur la provision générale de 25 M\$. Le trimestre considéré a profité d'une diminution des pertes sur prêts aux particuliers et aux PME, contrebalancée en partie par la diminution des reprises du siège social.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 80 M\$, ou 15 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 en regard de la même période de 2005, surtout en raison de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées dans le segment des cartes, la reprise sur la provision générale susmentionnée, la diminution des

pertes sur prêts liées au secteur agricole et la hausse des reprises et des recouvrements des grandes entreprises. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des pertes sur prêts aux particuliers et aux PME.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 2 963 M\$, ou 61 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui comprenait une provision de 2 830 M\$ pour les affaires judiciaires liées à Enron et une provision de 33 M\$ pour des règlements relatifs aux fonds de couverture. La période considérée a profité de la diminution des honoraires professionnels, contrebalancée en partie par la hausse de la charge de rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 62 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse de la charge de rémunération engendrée par les trois jours de plus au trimestre.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 3 203 M\$, ou 36 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 en regard de la même période de 2005, ce qui comprenait une provision pour affaires judiciaires liées à Enron dont il a déjà été question et une provision de 108 M\$ pour des règlements relatifs aux fonds de couverture. La période considérée a profité de la diminution des honoraires professionnels, des frais de publicité et des frais d'occupation.

Impôts sur les bénéfiques

Les impôts sur les bénéfiques ont augmenté de 231 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'incidence de la provision pour affaires judiciaires liées à Enron et des règlements relatifs aux fonds de couverture au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le trimestre considéré incluait des recouvrements d'impôts de 72 M\$, neutralisés en partie par une charge de 10 M\$ liée au changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral.

En 2005, la CIBC a réglé ses deux principales affaires judiciaires liées à Enron. Comme l'économie fiscale réalisée sur les montant des règlements reste en bout de ligne fortement incertaine, nous avons constaté les économies d'impôts minimales attendues.

Les impôts sur les bénéfiques ont diminué de 65 M\$, ou 34 %, en regard du trimestre précédent, surtout à cause des raisons susmentionnées. Au cours du trimestre précédent, nous avons constaté une charge d'impôts de 47 M\$ liée au rapatriement du capital et des bénéfiques non répartis et avons profité d'un recouvrement d'impôts de 35 M\$.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfiques ont augmenté de 200 M\$, ou 57 %, en comparaison avec la même période de 2005, surtout à cause des raisons susmentionnées.

Le taux d'imposition réel de la CIBC s'est fixé à 15,8 % pour le trimestre, en comparaison du taux de recouvrement de 5,6 % pour le même trimestre de 2005 et du taux d'imposition

de 23,7 % pour le trimestre précédent. Le taux d'imposition réel de la CIBC pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 s'est établi à 23,0 % comparativement à (131,2) % pour la même période de 2005.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, le taux d'imposition réel rajusté et la base d'imposition équivalente (BIE) (exception faite des recouvrements d'impôts de 72 M\$ et de la charge d'impôts de 10 M\$ liée au changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral) se sont établis à respectivement 23,6 %¹ et 28,9 %¹. Bien que les taux puissent varier d'un trimestre à l'autre, nous prévoyons actuellement que le taux d'imposition réel normal se situera entre 21 % et 24 % et que la BIE normale s'établira entre 25 % et 28 %.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs américains atteignait 222 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 108 M\$. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie des actifs d'impôts futurs ne seront pas réalisés avant leur échéance. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la page 47 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 111 M\$, ou 97 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et a diminué de 109 M\$, ou 79 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 en regard de la même période de 2005, ce qui s'explique surtout par la diminution des revenus d'une EDDV consolidée et la déconsolidation de certaines EDDV.

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 24 M\$, ou 86 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la baisse des revenus d'une EDDV consolidée.

¹ Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Revue du bilan consolidé

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ

en millions de dollars, au	31 juillet 2006	31 oct. 2005
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	11 529 \$	11 852 \$
Valeurs mobilières	81 634	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 640	18 514
Prêts	142 140	141 783
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 397	20 309
Autres actifs	20 650	20 148
Total des actifs	294 990 \$	280 370 \$
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	200 015	192 734
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 245	20 128
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	39 028	29 208
Autres passifs et acceptations	20 481	21 121
Titres secondaires	5 850	5 102
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	13	746
Capitaux propres	11 758	10 731
Total des passifs et des capitaux propres	294 990 \$	280 370 \$

Actifs

Au 31 juillet 2006, l'actif totalisait 295,0 G\$, en hausse de 14,6 G\$, ou 5 %, en regard du 31 octobre 2005.

Les valeurs du compte de négociation ont augmenté de 6,8 G\$ en raison des activités de négociation normales, et les valeurs du compte de placement ont augmenté de 7,1 G\$ en raison des activités de trésorerie normales.

La hausse des valeurs empruntées ou achetées en vertu de conventions de revente reflète principalement les activités normales de nos clients.

Les prêts étaient comparables à ceux enregistrés à la fin de l'exercice, et les augmentations des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts sur cartes de crédit découlant de la croissance du volume (déduction faite de la titrisation) ont été largement contrebalancées par la diminution des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé surtout en raison de l'incidence de l'environnement des taux d'intérêts à la hausse et de la faiblesse du dollar américain.

Passifs

Au 31 juillet 2006, le passif totalisait 283,2 G\$, en hausse de 13,6 G\$, ou 5 %, en regard du 31 octobre 2005.

La croissance des dépôts a découlé des activités de détail axées sur les clients et de l'activité de financement courant de la trésorerie.

La valeur marchande des instruments dérivés a reculé surtout en raison de l'incidence de l'environnement des taux d'intérêts à la hausse et de la faiblesse du dollar américain.

La hausse des engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de conventions de

rachat représente les activités normales de négociation et les besoins de financement de la trésorerie.

Les autres passifs et acceptations ont diminué principalement en raison de paiements se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron, contrebalancés par une hausse des acceptations bancaires axées sur les clients.

La part des actionnaires sans contrôle a diminué principalement en raison de la déconsolidation de certaines EDDV. Au cours du trimestre considéré, une EDDV a fait l'objet d'une déconsolidation au 31 juillet 2006.

Capitaux propres

Au 31 juillet 2006, les capitaux propres s'élevaient à 11,8 G\$, en hausse de 1,0 G\$, ou 10 %, par rapport au 31 octobre 2005, surtout en raison de l'accroissement des bénéfices non répartis.

Passifs éventuels

La CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cours normal des affaires. Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces affaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, ait des répercussions négatives importantes sur notre situation financière consolidée. Par contre, l'issue de ces affaires, isolément ou dans leur ensemble, peut avoir une incidence considérable sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée.

FirstCaribbean International Bank

Le 29 juin 2006, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec Barclays Bank PLC (Barclays) pour acquérir la participation de 90 % à 100 % dans FirstCaribbean. Barclays détient actuellement une participation de 43,7 % dans FirstCaribbean. La transaction, qui dépend de l'obtention des approbations réglementaires, devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile 2006. En vertu de l'entente définitive, nous allons d'abord acquérir une participation de 90 % de Barclays dans FirstCaribbean au coût de 1,62 \$ US par action ordinaire de FirstCaribbean. Dans les plus brefs délais, nous devons ensuite procéder à une offre publique d'achat visant la participation restante de Barclays et la participation de 12,6 % détenue par les actionnaires minoritaires au même prix. Nous paierons également une somme additionnelle à Barclays, ainsi qu'aux autres actionnaires qui remettent leurs actions lors de l'offre publique de rachat, pour tenir compte des dividendes correspondant à la période durant laquelle les actions ont été détenues avant la conclusion de la transaction.

Si nous faisons l'acquisition de 100 % de la participation de Barclays et qu'aucun des autres actionnaires minoritaires ne remet ses actions, la contrepartie totale s'élèvera à environ 1,08 G\$ US et, une fois la transaction conclue, nous détiendrons environ 87,4 % des actions ordinaires de FirstCaribbean. En vertu de l'entente définitive, nous avons l'option de payer les

actions ordinaires de FirstCaribbean en espèces, en actions ordinaires de la CIBC ou au moyen d'une combinaison d'espèces et d'actions ordinaires de la CIBC, selon des proportions relatives qui seront déterminées par la CIBC avant la conclusion de la transaction.

Nous détenons actuellement une participation de 43,7 % dans FirstCaribbean, que nous comptabilisons au moyen de la méthode de mise en équivalence. Les résultats de FirstCaribbean seront consolidés dans nos états financiers à compter de la date de clôture de la transaction.

INTRIA Items Inc.

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons acquis la part des actionnaires sans contrôle que Fiserv Solutions of Canada Inc. détenait dans INTRIA Items Inc. Cette dernière est désormais une filiale en propriété exclusive, présentée dans Siège social et autres.

L'acquisition n'aura pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation courants.

Revue de l'information financière trimestrielle

en millions de dollars, sauf les données par action, pour les trois mois terminés le	2006			2005			2004	
	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 042 \$	1 964 \$	2 059 \$	2 060 \$	2 021 \$	1 971 \$	2 108 \$	1 939 \$
Marchés mondiaux CIBC	677	607	679	964	929	742	749	791
Siège social et autres	111	195	111	399	201	107	222	171
Total des revenus	2 830	2 766	2 849	3 423	3 151	2 820	3 079	2 901
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	138	166	170	199	159	178	175
Frais autres que d'intérêts	1 887	1 825	1 868	2 057	4 850	2 032	1 901	2 266
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	791	803	815	1 196	(1 898)	629	1 000	460
Impôts sur les bénéfices	125	190	238	436	(106)	176	283	46
Part des actionnaires sans contrôle	4	28	(3)	32	115	13	10	12
Bénéfice net (perte nette)	662 \$	585 \$	580 \$	728 \$	(1 907) \$	440 \$	707 \$	402 \$
Par action - bénéfice (perte) de base	1,88 \$	1,65 \$	1,64 \$	2,08 \$	(5,77) \$	1,21 \$	1,96 \$	1,08 \$
- bénéfice (perte) dilué(e)¹	1,86 \$	1,63 \$	1,62 \$	2,06 \$	(5,77) \$	1,20 \$	1,94 \$	1,06 \$

¹ En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice (la perte) dilué(e) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué(e) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution des bénéfices. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activités sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de gros.

Revenus

Les revenus de Marchés de détail CIBC ont diminué au cours des derniers trimestres en raison de l'incidence de l'augmentation des titrisations de cartes de crédit et des marges à la baisse dans les secteurs des prêts hypothécaires et du crédit personnel. Les revenus tirés du courtage de détail ont diminué au cours du trimestre considéré, surtout en raison de la baisse des volumes de nouvelles émissions dans le marché, neutralisée en partie par la croissance des actifs à honoraires et des actifs gérés. Les revenus ont diminué au deuxième trimestre de 2006 et de 2005, surtout en raison du nombre inférieur de jours dans le trimestre. Les revenus ont été particulièrement élevés au premier

trimestre de 2005 parce qu'ils comprenaient les gains à la vente de Republic Bank et d'ACE.

Les revenus de Marchés mondiaux CIBC sont influencés en grande partie par les activités des marchés financiers et des dessaisissements de Services de banque d'affaires. L'augmentation des activités liées aux produits bancaires d'investissement et de crédit a donné lieu à une hausse des revenus pour le trimestre considéré. La hausse des gains de Services de banque d'affaires, déduction faite des baisses de valeur, a contribué à l'augmentation des revenus au cours des troisième et quatrième trimestres de 2005.

Les revenus de Siège social et autres subissent l'incidence des éléments d'importance non compris dans les autres secteurs d'activité. Les revenus étaient plus élevés au premier trimestre de 2005 en raison du gain à la vente de Juniper et au troisième trimestre de 2005 en raison de la hausse des revenus d'une EDDV consolidée. Les revenus de change découlant du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis tirés de nos activités étrangères ont engendré une augmentation des revenus au deuxième trimestre de 2006 et au quatrième trimestre de 2005. Les revenus pour le trimestre considéré sont moins élevés en raison de la baisse des revenus d'une EDDV consolidée.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et du rendement du crédit dans le portefeuille de prêts. Les provisions liées au crédit de détail ont diminué au cours de la période. Les provisions liées aux cartes ont diminué en raison de l'accroissement des titrisations et celles liées au secteur agricole ont diminué en raison de la baisse des pertes. Les provisions liées au crédit personnel non garanti et aux prêts aux PME sont essentiellement demeurées les mêmes. Le niveau des recouvrements et des reprises dans le portefeuille de prêts aux grandes entreprises ne devrait pas se maintenir. Les reprises sur la provision générale étaient comprises dans le deuxième trimestre de 2006 et dans le quatrième trimestre de 2005 et de 2004. Le quatrième trimestre de 2004 comprenait également une reprise sur la provision spécifique pour le portefeuille de prêts étudiants.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué au cours des récents trimestres en raison de notre initiative en matière de productivité. Le troisième trimestre de 2005 et le quatrième trimestre de 2004 comprenaient des provisions pour les affaires judiciaires liées à Enron. Les deuxième et troisième trimestres de 2005 incluaient la provision pour les règlements relatifs aux fonds de couverture. Le quatrième trimestre de 2005 comprenait des indemnités de

cessation d'emploi plus élevées. Les charges de projets ont diminué en 2006.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices varient selon les changements dans les bénéfices imposables et peuvent également subir l'incidence d'éléments importants. Les impôts sur les bénéfices ont diminué pendant le trimestre considéré, le trimestre précédent et le quatrième trimestre de 2004 en raison d'un recouvrement associé à la résolution de diverses vérifications fiscales et éventualités. L'économie d'impôts au troisième trimestre de 2005 a découlé de la perte pour le trimestre. L'augmentation au quatrième trimestre de 2005 a résulté principalement de la charge d'impôts liée au rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères.

Part des actionnaires sans contrôle

Depuis le premier trimestre de 2005, la part des actionnaires sans contrôle comprend la consolidation des EDDV. La part des actionnaires sans contrôle a augmenté au troisième trimestre de 2005 en raison des revenus accrus des EDDV consolidées. La part des actionnaires sans contrôle a reculé au premier trimestre de 2006, ce qui s'explique surtout par la baisse des revenus dans les EDDV consolidées et l'acquisition de la part restante des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

Marchés de détail CIBC

Marchés de détail CIBC fournit une gamme complète de produits et de services financiers aux particuliers et à la PME, principalement au Canada. Nous servons les clients au moyen de divers canaux de distribution, incluant notamment le réseau de centres bancaires, les services bancaires téléphoniques, les services bancaires en direct, le courtage de plein exercice, le courtage autogéré et les GAB, ainsi que les Services financiers le Choix du Président, coentreprise avec Les Compagnies Loblaw Limitée. Nous fournissons également des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels par l'entremise de nos activités de gestion d'actifs.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenus					
Services bancaires personnels et à la PME	533 \$	490 \$	647 \$	1 533 \$	1 874 \$
Service Impérial	241	227	246	697	705
Courtage de détail	270	313	270	875	835
Cartes	340	337	368	1 024	1 083
Prêts hypothécaires et crédit personnel	359	357	252	1 129	779
Gestion d'actifs	91	93	95	276	286
Divers	208	147	143	531	538
Total des revenus	2 042	1 964	2 021	6 065	6 100
Dotation à la provision pour pertes sur créances	159	180	185	519	548
Frais autres que d'intérêts	1 255	1 226	1 279	3 717	3 806
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	628	558	557	1 829	1 746
Impôts sur les bénéfices	141	126	153	472	523
Bénéfice net	487 \$	432 \$	404 \$	1 357 \$	1 223 \$
Coefficient d'efficacité	61,4 %	62,4 %	63,3 %	61,3 %	62,4 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	51,4 %	47,0 %	43,2 %	48,1 %	42,5 %
Bénéfice économique ^{1,2}	363 \$	312 \$	282 \$	987 \$	862 \$

¹ Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

² Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés.

Aperçu financier

Le bénéfice net a augmenté de 83 M\$, ou 21 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus ont augmenté en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis et des revenus d'assurance, qui sont compris dans les revenus du segment Divers. La croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité a été plus que contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt. Le trimestre considéré a également profité de recouvrements d'impôts de 35 M\$ et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net a augmenté de 55 M\$, ou 13 %, en regard du trimestre précédent, ce qui comprenait les recouvrements d'impôts de 35 M\$ et l'incidence négative unique de 11 M\$ (7 M\$ après impôts) liée à un rajustement comptable à l'égard des frais de paiement anticipé de prêts hypothécaires. Les revenus ont augmenté principalement en raison de l'incidence des trois jours de plus du trimestre, de la hausse des revenus d'assurance et des revenus de

trésorerie répartis, et de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, contrebalancées en partie par des diminutions en courtage de détail et un rétrécissement des marges sur les produits de prêt. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la hausse des frais autres que d'intérêts. Le trimestre considéré a également profité de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de recouvrements d'impôts de 35 M\$.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, le bénéfice net s'est accru de 134 M\$, ou 11 %, en regard de la même période de 2005. Les résultats de la période précédente incluaient ce qui suit :

- un gain de 85 M\$ (85 M\$ après impôts) à la vente de Republic Bank ;
- une provision de 54 M\$ (27 M\$ après impôts) liée à des règlements relatifs aux fonds de couverture;
- un gain de 34 M\$ (22 M\$ après impôts) à la vente d'ACE.

La diminution des revenus s'explique par le rétrécissement des marges sur les produits de prêt, contrebalancé en partie par la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, la hausse des revenus de trésorerie répartis, l'augmentation des commissions tirées des prêts hypothécaires et la hausse des revenus d'assurance. Le trimestre considéré a également profité de recouvrements d'impôts de 70 M\$ et de la diminution des frais autres que d'intérêts et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Revenus

Les revenus ont progressé de 21 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont fléchi de 114 M\$, surtout en raison de la réduction des commissions de vente internes tirées des prêts hypothécaires et du crédit personnel, ce qui découle surtout de la réduction des taux de commission internes, neutralisée en partie par des marges sur dépôts favorables et la croissance des volumes.

Les revenus du courtage de détail étaient comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation des revenus d'honoraires ayant été neutralisée par la réduction des nouvelles émissions et des activités de négociation.

Le fléchissement de 28 M\$ des revenus du segment Cartes est essentiellement attribuable à l'accroissement des créances titrisées et du rétrécissement des marges, partiellement contrebalancés par la croissance des volumes.

Les revenus des prêts hypothécaires et du crédit personnel se sont accrus de 107 M\$, surtout en raison de la diminution des commissions de vente internes versées à Services bancaires personnels et PME et à Service Impérial, contrebalancée en partie par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 65 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus de trésorerie répartis, des revenus d'assurance et des revenus de Services financiers le Choix du Président.

Les revenus se sont accrus de 78 M\$, ou 4 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus dégagés par Services bancaires personnels et à la PME ont augmenté de 43 M\$, surtout en raison de l'incidence des trois jours de plus du trimestre, de la hausse des commissions de vente internes reçues, de la croissance des volumes de dépôts et des marges favorables.

Les revenus de Service Impérial ont augmenté de 14 M\$, surtout en raison de la hausse des commissions de vente internes reçues, de l'incidence des trois jours de plus du trimestre et des marges sur dépôts favorables.

Le fléchissement de 43 M\$ des revenus du courtage de détail est principalement attribuable au ralentissement de l'activité de négociation et des nouvelles émissions.

Les revenus du segment Cartes ont augmenté de 3 M\$, en raison de la croissance des volumes et des revenus tirés des frais, largement contrebalancée par le rétrécissement des marges.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel étaient comparables à ceux du trimestre précédent, en raison de l'augmentation des revenus tirés des frais et de l'incidence des trois jours de plus du trimestre, amplement contrebalancées par le rétrécissement des marges et la hausse des commissions versées.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 61 M\$ surtout en raison de la hausse des revenus d'assurance, des revenus de trésorerie répartis et des revenus de Services financiers le Choix du Président.

Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 ont reculé de 35 M\$, ou 1 %, par rapport à la période correspondante en 2005.

Les revenus de Services bancaires personnels et PME ont fléchi de 341 M\$, principalement en raison de la baisse des commissions de vente internes reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la croissance des volumes de dépôts et les marges sur dépôts favorables.

Les revenus de Service Impérial ont baissé de 8 M\$, surtout en raison de la baisse des commissions de vente internes reçues, déjà mentionnée, contrebalancée en partie par la hausse des revenus tirés de la vente de produits de placement et les marges favorables.

L'augmentation de 40 M\$ des revenus du courtage de détail s'explique surtout par la montée des revenus d'honoraires et l'intensification des activités de négociation, neutralisée en partie par la réduction des nouvelles émissions.

Une diminution de 59 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Cartes en comparaison de la même période de 2005, qui incluait le gain de 34 M\$ à la vente d'ACE. L'incidence de l'accroissement des créances titrisées a été en partie contrebalancée par la croissance des volumes.

Les revenus du segment Prêts hypothécaires et crédit personnel ont grimpé de 350 M\$, surtout en raison de la diminution des commissions de vente internes versées, déjà mentionnée, de la hausse des revenus de titrisation et de la baisse des charges sur les activités de couverture associées aux prêts hypothécaires refinancés avant échéance, déduction faite des frais de paiement anticipé reçus au

comptant, contrebalancées en partie par le rétrécissement des marges.

Une diminution de 7 M\$ des revenus a été enregistrée par le segment Divers en comparaison de la période correspondante de 2005, qui incluait le gain de 85 M\$ à la vente de Republic Bank. La période considérée a profité de la hausse des revenus de trésorerie répartis et des revenus d'assurance.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 26 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit et du recul des pertes dans le secteur agricole.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a baissé de 21 M\$, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des améliorations sur le plan des prêts personnels et aux PME.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 29 M\$, ou 5 %, par rapport à la même période de 2005. Cette diminution est essentiellement attribuable à l'incidence de l'accroissement des créances titrisées sur cartes de crédit et au recul des pertes dans le secteur agricole, en partie contrebalancés par la hausse des pertes sur prêts aux particuliers et aux PME.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 24 M\$, ou 2 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des provisions relatives à des questions juridiques comprises au trimestre correspondant de l'exercice précédent (notamment une provision de 17 M\$ liée à des règlements relatifs aux fonds de couverture). Les frais d'assurance ont été plus élevés au cours du trimestre considéré.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 29 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse de la charge de rémunération attribuable surtout aux trois jours supplémentaires du trimestre. De plus, les provisions relatives à des questions juridiques et des frais d'assurance ont été plus élevées. Ces hausses ont été en partie neutralisées par la baisse de la rémunération liée au rendement.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 89 M\$, ou 2 %, en regard de la période correspondante de 2005, surtout en raison de la hausse des provisions relatives à des questions juridiques comprises dans la même période de l'exercice précédent (dont une provision de 54 M\$ liée à des règlements relatifs aux fonds de couverture) et une diminution des frais de publicité.

L'effectif permanent totalisait 23 197 employés à la fin du trimestre, soit une baisse de 920 employés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la réaffectation de membres du personnel au groupe Administration, Technologie et opérations, et des programmes

de réduction de l'effectif. L'effectif permanent comptait 89 employés de plus qu'au trimestre précédent, principalement en raison d'une hausse du nombre d'employés traitant avec la clientèle et de la réaffectation de membres du personnel.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 12 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui comprenait une réduction de 20 M\$ de la charge d'impôts liée aux règlements relatifs aux fonds de couverture. Le trimestre considéré a profité des recouvrements d'impôts susmentionnés.

La hausse de 15 M\$, ou 12 %, des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'augmentation des bénéfices.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices ont diminué de 51 M\$, ou 10 %, en comparaison de la même période de 2005, surtout en raison des recouvrements d'impôts déjà mentionnés, contrebalancés en partie par l'augmentation des bénéfices.

Marchés mondiaux CIBC

Marchés mondiaux CIBC représente le secteur des services bancaires de gros de la CIBC et offre un éventail de produits de crédit et de produits des marchés financiers intégrés, de services bancaires d'investissement et de services de banque d'affaires à ses clients sur les principaux marchés des capitaux en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Nous offrons des solutions innovatrices et complètes en matière de capital aux sociétés en croissance et sommes présents sur les principaux marchés financiers mondiaux. Nous offrons des services-conseils à un large éventail de secteurs et fournissons des recherches de qualité supérieure aux entreprises, gouvernements et investisseurs institutionnels que nous servons.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenus (BIE) ^{1,2}					
Marchés financiers	325 \$	354 \$	359 \$	1 050 \$	1 044 \$
Produits bancaires d'investissement et de crédit	231	133	251	614	835
Groupe Entreprises	112	105	114	328	336
Services de banque d'affaires	90	69	239	171	323
Divers	(22)	(12)	18	(53)	23
Total des revenus (BIE) ^{1,2}	736	649	981	2 110	2 561
Rajustement selon la BIE	59	42	52	147	141
Total des revenus	677	607	929	1 963	2 420
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(16)	13	(38)	(13)
Frais autres que d'intérêts	518	505	3 423	1 556	4 559
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	166	118	(2 507)	445	(2 126)
Impôts sur les bénéfices	(25)	7	(260)	14	(192)
Part des actionnaires sans contrôle	1	1	40	3	65
Bénéfice net (perte nette)	190 \$	110 \$	(2 287) \$	428 \$	(1 999) \$
Coefficient d'efficacité	76,5 %	83,4 %	368,1 %	79,3 %	188,3 %
Coefficient d'efficacité (BIE) ^{1,2}	70,4 %	77,9 %	348,9 %	73,8 %	178,0 %
Rendement des capitaux propres ^{1,2}	39,1 %	23,5 %	(499,3) %	29,5 %	(140,5) %
Bénéfice (perte) économique ^{1,2}	128 \$	50 \$	(2 348) \$	242 \$	(2 188) \$

¹ Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

² Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés.

Aperçu financier

Le bénéfice net s'est établi à 190 M\$, en regard d'une perte nette de 2 287 M\$ pour la même période de l'exercice précédent. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait une provision de 2 830 M\$ (2 533 M\$ après impôts) pour les affaires judiciaires liées à Enron. Le trimestre considéré a subi l'incidence de la diminution des revenus de Services de banque d'affaires et des frais d'intérêts de 22 M\$ (12 M\$ après impôts) liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par la diminution des frais autres que d'intérêts et des recouvrements d'impôts de 37 M\$.

Le bénéfice net s'est accru de 80 M\$, ou 73 %, en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des revenus tirés des produits bancaires d'investissement et de crédit et les recouvrements d'impôts déjà mentionnés, contrebalancés en partie par la baisse des revenus des marchés financiers.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 s'est élevé à 428 M\$, comparativement à une perte

nette de 1 999 M\$ pour la période correspondante de 2005. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait les provisions pour affaires judiciaires liées à Enron et pour des règlements relatifs aux fonds de couverture. La diminution des revenus tirés des produits bancaires d'investissement et de crédit et de Services de banque d'affaires a été en partie contrebalancée par la diminution des frais autres que d'intérêts. Le trimestre considéré a également profité des recouvrements d'impôts susmentionnés.

Revenus

Les revenus ont diminué de 252 M\$, ou 27 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des marchés financiers ont diminué de 34 M\$, en raison surtout d'une baisse des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises et des revenus tirés des marchés des titres de créances.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 20 M\$, surtout en raison des gains à la vente d'actifs dans nos activités secondaires et abandonnées au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de la diminution des revenus tirés des services bancaires d'investissement européens, contrebalancés en partie par la diminution des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont chuté de 149 M\$, principalement en raison de la diminution des dividendes et des intérêts, du recul des gains, déduction faite des baisses de valeur, et de la déconsolidation d'une EDDV au deuxième trimestre de 2006.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 40 M\$, ce qui s'explique surtout par un gain à la vente d'un placement au cours de la période correspondante de l'exercice précédent et la hausse des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis.

Les revenus se sont accrus de 70 M\$, ou 12 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus des marchés financiers ont diminué de 29 M\$, en raison surtout d'une baisse des revenus tirés des émissions d'actions au Canada et aux États-Unis, contrebalancée en partie par une augmentation des revenus tirés des produits structurés en actions et en marchandises.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit se sont accrus de 98 M\$, surtout en raison de la hausse des revenus tirés des services bancaires d'investissement au Canada et aux États-Unis et du recul des pertes liées aux programmes de couverture de prêts aux entreprises.

Les revenus des Services de banque d'affaires ont augmenté de 21 M\$, ce qui est principalement attribuable à la hausse des gains, déduction faite des baisses de valeur.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 10 M\$, principalement en raison de la hausse des frais d'intérêts liés à de nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis, contrebalancée en partie par l'augmentation des revenus de trésorerie répartis.

Les revenus pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 ont chuté de 457 M\$, ou 19 %, par rapport à la période correspondante de 2005.

Les revenus des produits bancaires d'investissement et de crédit ont fléchi de 221 M\$, surtout en raison des gains à la vente d'actifs dans nos activités secondaires et abandonnées au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de la diminution des revenus tirés des services bancaires d'investissement aux États-Unis et en Europe et des services de financement immobilier aux États-Unis. Par ailleurs, les pertes liées à nos programmes de couverture de prêts aux entreprises ont été plus élevées au cours de la période.

Les revenus de Services de banque d'affaires ont diminué de 152 M\$, surtout en raison de la diminution des dividendes et des intérêts et de la déconsolidation d'une EDDV.

Les revenus du segment Divers ont diminué de 76 M\$, ce qui s'explique surtout par un gain à la vente d'un placement au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des frais d'intérêts liés à des nouvelles cotisations d'impôts aux États-Unis et la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Les recouvrements de pertes sur créances se sont établis à 7 M\$, en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 13 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des reprises du groupe Entreprises.

Les recouvrements de pertes sur créances ont diminué de 9 M\$, ou 56 %, comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de la diminution des recouvrements du siège social.

Les recouvrements de pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 ont augmenté de 25 M\$ en regard de la période correspondante de 2005, surtout en raison de la hausse des recouvrements et des reprises.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont chuté de 2 905 M\$, ou 85 %, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui comprenait une provision de 2 830 M\$ pour les affaires judiciaires liées à Enron. La diminution d'autres frais juridiques et des coûts de soutien du siège social a été en partie neutralisée par la hausse de la rémunération liée au rendement.

La hausse de 13 M\$, ou 3 %, des frais autres que d'intérêts par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement, contrebalancée en partie par la baisse des frais juridiques.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 3 003 M\$, ou 66 %, en comparaison de la même période de 2005, ce qui comprenait les provisions pour affaires judiciaires liées à Enron et pour des règlements relatifs aux fonds de couverture. Le trimestre

considéré a profité de la baisse des coûts de soutien du siège social, des frais d'occupation et des charges de projet.

L'effectif permanent totalisait 2 252 employés à la fin du trimestre, soit 59 de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, baisse attribuable surtout à la réduction des services bancaires d'investissement aux États-Unis. On compte 30 employés de plus qu'au trimestre précédent.

Impôts sur les bénéfices

Marchés mondiaux CIBC mène ses activités dans un certain nombre d'administrations fiscales assujetties à différents taux d'imposition. Ainsi, la charge d'impôts totale constatée pour chaque période est déterminée, en partie, selon la proportion relative des bénéfices générés dans chaque administration fiscale.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 235 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui comprenait les provisions pour les affaires juridiques liées à Enron. Le trimestre considéré a profité des recouvrements d'impôts de 37 M\$ susmentionnés.

La diminution de 32 M\$ des impôts sur les bénéfices par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par les recouvrements d'impôts susmentionnés.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 206 M\$ en comparaison avec la même période de 2005, qui comprenait les provisions pour les affaires juridiques liées à Enron et pour les règlements de fonds de couverture. La période considérée a également profité des recouvrements d'impôts susmentionnés.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 39 M\$, ou 98 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la déconsolidation de certaines EDDV.

La part des actionnaires sans contrôle pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 a diminué de 62 M\$, ou 95 %, par rapport à la période correspondante de 2005, en raison surtout de la déconsolidation de certaines EDDV.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Administration, Technologie et opérations; Expansion de l'entreprise; Finance; Conformité, Affaires juridiques et réglementation; ainsi que Trésorerie et Gestion du risque – qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, ainsi que Juniper Financial Corp. (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débentures d'Oppenheimer Holdings Inc. (vendues en grande partie le 31 juillet 2006) et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les revenus et frais des groupes fonctionnels sont généralement répartis entre les secteurs d'activité.

Résultats

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Total des revenus	111 \$	195 \$	201 \$	417 \$	530 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	(26)	1	(25)	1
Frais autres que d'intérêts	114	94	148	307	418
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(3)	127	52	135	111
Impôts sur les bénéfices	9	57	1	67	22
Part des actionnaires sans contrôle	3	27	75	26	73
Bénéfice net (perte nette)	(15) \$	43 \$	(24) \$	42 \$	16 \$

Aperçu financier

La perte nette a diminué de 9 M\$, ou 38 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison du recul des charges de projet, contrebalancé en partie par la charge d'impôts de 10 M\$ liée aux changements des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral.

La perte nette s'est établie à 15 M\$, en regard d'un bénéfice net de 43 M\$ au trimestre précédent, surtout en raison d'une hausse des coûts de soutien non répartis du siège social et de la charge d'impôts déjà mentionnée. Le trimestre précédent comprenait une reprise de 25 M\$ (16 M\$ après impôts) sur la provision générale pour pertes sur créances.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 a augmenté de 26 M\$ en regard de la même période de 2005, ce qui comprenait un gain de 115 M\$ (64 M\$ après impôts) à la vente de Juniper. La période considérée a profité d'une diminution des coûts de soutien non répartis du siège social et des coûts de projet, de la croissance des revenus des coentreprises CIBC Mellon et de la reprise sur la provision générale susmentionnée.

Revenus

Les revenus ont diminué de 90 M\$, ou 45 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des revenus d'une EDDV consolidée et de la baisse des revenus tirés des opérations de couverture

portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA), contrebalancées en partie par la hausse des revenus des coentreprises CIBC Mellon.

Les revenus ont diminué de 84 M\$, ou 43 %, en regard du trimestre précédent, ce qui comprenait des revenus de change de 47 M\$ tirés du rapatriement du capital et des bénéfices non répartis de nos activités étrangères autres qu'américaines. Les revenus d'une EDDV consolidée et les revenus tirés des opérations de couverture portant sur les DPVA ont diminué au cours du trimestre.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les revenus ont fléchi de 113 M\$, ou 21 %, en comparaison de la même période de 2005, ce qui comprenait le gain à la vente de Juniper. La période considérée a profité des revenus de change découlant du rapatriement susmentionné et de la hausse des revenus des coentreprises CIBC, contrebalancés en partie par la diminution des revenus d'une EDDV consolidée.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

Le recouvrement des pertes sur créances a diminué de 26 M\$ en regard du trimestre précédent, ce qui comprenait une reprise de 25 M\$ sur la provision générale.

Le recouvrement de pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 s'est établi à 25 M\$ en regard de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 M\$ pour la même période de 2005, principalement en raison de la reprise susmentionnée.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 34 M\$, ou 23 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des charges de projet et des frais liés aux DPVA, contrebalancée en partie par la hausse des coûts de soutien non répartis du siège social.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 20 M\$, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse des coûts de soutien non répartis du siège social, contrebalancée en partie par la baisse des frais liés aux DPVA.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 111 M\$, ou 27 %, en comparaison de la même période de 2005, essentiellement en raison de la baisse des coûts de soutien non répartis du siège social.

L'effectif permanent totalisait 11 332 employés à la fin du trimestre, soit 487 de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse attribuable surtout à la centralisation de certaines fonctions de soutien aux opérations. L'effectif permanent comptait 79 employés de moins qu'au trimestre précédent, surtout en raison de la réduction de certaines fonctions de soutien aux opérations et de la mutation de personnel aux secteurs d'activité.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 8 M\$ en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison d'une charge de 10 M\$ liée au changement des taux d'imposition futurs prévus dans le budget fédéral.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué de 48 M\$ par rapport au trimestre précédent, ce qui incluait une charge d'impôts de 47 M\$ découlant du rapatriement susmentionné.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 45 M\$ en comparaison de la même période de 2005, surtout à cause de la charge d'impôts relative au rapatriement déjà mentionné.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 72 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 24 M\$ par rapport au trimestre précédent, et de 47 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 en regard de la période correspondante de 2005, surtout en raison de la baisse des revenus dans une EDDV consolidée. Cette EDDV a été déconsolidée au 31 juillet 2006.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque et des sources de financement est sensiblement la même que celle décrite aux pages 63 à 80 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Gestion du risque de crédit

RENDEMENT DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT			
en millions de dollars, au	31 juillet 2006	31 oct. 2005	
Prêts douteux bruts			
Prêts à la consommation	388 \$	433 \$	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	359	516	
Total des prêts douteux bruts	747 \$	949 \$	
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	373 \$	381 \$	
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	259	282	
Provision spécifique	632	663	
Provision générale	950	975	
Total de la provision pour pertes sur créances	1 582 \$	1 638 \$	

Depuis le 31 octobre 2005, les prêts douteux bruts ont diminué de 202 M\$, ou 21 %. Les prêts douteux brut à la

consommation ont baissé de 45 M\$, ou 10 %. Les prêts douteux bruts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 157 M\$, ou 30 %. Trois secteurs ont contribué à la diminution : institutions financières (32 M\$); secteurs de service et de détail (46 M\$); agriculture (60 M\$). Au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006, les prêts douteux bruts ont diminué de 128 M\$ au Canada, de 44 M\$ aux États-Unis et de 30 M\$ dans les autres pays.

Depuis le 31 octobre 2005, la provision pour pertes sur créances a reculé de 56 M\$, ou 3 %. La provision spécifique a diminué de 31 M\$, ou 5 %, par rapport à la fin de l'exercice. La provision générale a totalisé 950 M\$, une réduction de 25 M\$ par rapport à la fin de l'exercice.

Pour plus de détails sur la provision pour pertes sur créances, voir la section Revue des états des résultats consolidés.

Gestion de risque de marché

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et de taux d'intérêts et du risque lié aux marchandises, en partie contrebalancés par la baisse du risque lié aux actions. Le risque moyen total a augmenté par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse du risque de taux d'intérêts, contrebalancée en partie par la baisse du risque lié aux actions. Le risque moyen total pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006 a augmenté par rapport à la même période de 2005, surtout en raison de la hausse du risque d'écart de taux et de taux d'intérêts et du risque lié aux marchandises. Les revenus tirés des activités de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 72 % des jours du trimestre, et les pertes de négociation n'ont jamais dépassé la VAR.

VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION												
en millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le	31 juillet 2006				30 avril 2006				31 juillet 2005			
	À cette date	Moyenne	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	Haut	Bas	À cette date	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	7,1 \$	7,3 \$	11,0 \$	5,4 \$	6,1 \$	6,3 \$	8,3 \$	3,2 \$	4,9 \$	4,9 \$	7,4 \$	2,8 \$
Risque d'écart de taux	5,5	5,3	6,4	4,6	4,8	5,0	5,7	4,2	3,4	3,0	3,6	2,7
Risque lié aux actions	4,6	6,1	8,0	4,5	6,5	6,4	8,5	5,4	7,0	6,4	7,5	5,5
Risque de change	0,4	0,3	0,5	0,1	0,5	0,2	0,6	0,1	0,3	0,3	1,3	0,1
Risque lié aux marchandises	2,2	1,9	2,7	1,4	2,1	1,7	2,8	1,3	1,4	1,3	2,1	0,8
Effet de diversification ¹	(10,4)	(10,6)	négl. ²	négl. ²	(10,2)	(10,0)	négl. ²	négl. ²	(8,3)	(7,5)	négl. ²	négl. ²
Risque total	9,4 \$	10,3 \$	12,9 \$	8,6 \$	9,8 \$	9,6 \$	11,4 \$	8,0 \$	8,7 \$	8,4 \$	9,5 \$	7,3 \$

VAR PAR CATÉGORIE DE RISQUE - PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION												
en millions de dollars, aux dates indiquées ou pour les neuf mois terminés le	31 juillet 2006				31 juillet 2005							
	À cette date	Moyenne	Haut	Bas	À cette date	Moyen	Haut	Bas				
Risque de taux d'intérêt	7,1 \$	5,8 \$	11,0 \$	2,6 \$	4,9 \$	4,5 \$	7,4 \$	2,8 \$				
Risque d'écart de taux	5,5	4,9	6,5	3,4	3,4	2,8	4,0	2,0				
Risque lié aux actions	4,6	6,1	8,5	4,5	7,0	5,9	7,5	4,2				
Risque de change	0,4	0,3	0,9	0,1	0,3	0,3	1,3	0,1				
Risque lié aux marchandises	2,2	1,7	2,8	0,8	1,4	1,2	2,2	0,8				
Effet de diversification ¹	(10,4)	(9,4)	négl. ²	négl. ²	(8,3)	(6,7)	négl. ²	négl. ²				
Risque total	9,4 \$	9,4 \$	12,9 \$	7,4 \$	8,7 \$	8,0 \$	9,8 \$	6,0 \$				

¹ La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

² Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

¹ Pour de plus amples détails, voir la section sur les mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du risque d'illiquidité

Conformément aux stratégies de réduction du risque d'illiquidité, nous continuons à obtenir du financement à terme dans les marchés de gros auprès de nombreux clients et dans des régions variées en empruntant sur une gamme d'échéances au moyen de divers effets de financement. Les dépôts de particuliers de base demeurent la principale source d'un financement de détail fiable. Au 31 juillet 2006, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 72,6 G\$ (69,6 G\$ au 31 octobre 2005).

Nous gérons également le risque d'illiquidité par le maintien de blocs distincts financés à terme d'actifs liquides de grande qualité non grevés. Ces actifs peuvent être vendus ou donnés en garantie d'emprunts. Le tableau suivant résume nos actifs liquides :

	31 juillet 2006	31 oct. 2005
en milliards de dollars, au		
Encaisse	1,0 \$	0,9 \$
Dépôts auprès d'autres banques	10,6	11,0
Valeurs mobilières ¹	64,6	54,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21,6	18,5
Total des actifs liquides	97,8 \$	85,0 \$

¹ Comprend les valeurs du compte de placement dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, certains actifs sont cédés en garantie au cours de la gestion des garanties, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 juillet 2006, ces actifs atteignaient 20,6 G\$ (15,2 G\$ au 31 octobre 2005).

Gestion des sources de financement

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières, Canada (BSIF).

Depuis le 31 octobre 2005, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio total des fonds propres ont augmenté, surtout grâce au capital autogénéral.

	31 juillet 2006	31 oct. 2005
en millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	11 193	9 886
Total des fonds propres réglementaires	16 358	14 771
Actif pondéré en fonction du risque	117 032	116 277
Ratio des fonds propres de première catégorie	9,6 %	8,5 %
Ratio du total des fonds propres	14,0 %	12,7 %
Ratio actif-fonds propres	17,7 x	18,4 x

Activités importantes de gestion du capital

Le tableau suivant offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2006	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006
Émission de titres		
secondaires ¹	- \$	1 300 \$
Remboursement de titres		
secondaires ^{2,3}	-	500
Dividendes		
Actions privilégiées - classées à titre de capitaux propres	33	99
Actions privilégiées - classées à titre de passif	7	23
Actions ordinaires	234	690
Émission d'actions ordinaires ⁴	6	85

¹ Le 28 mars 2006, nous avons émis un montant en principal de 1,3 G\$ en titres secondaires, 4,55 %, venant à échéance le 28 mars 2016.

² Le 31 janvier 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à 7,40% d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

³ Le 25 avril 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à 8,15% d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 25 avril 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

⁴ Au cours du trimestre, nous avons émis 0,1 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 6 M\$ (1,7 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 85 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Après la fin du trimestre, le 25 août 2006, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 23 octobre 2006, la totalité de nos débetures (titres secondaires) à 7,00 % en circulation venant à échéance le 23 octobre 2011. Conformément à leurs modalités, les débetures seront rachetées à 100 % de leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus à la date du rachat.

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la Loi sur les banques du Canada, il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du BSIF si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes déclarés pour l'exercice dépasse le total de notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel qu'il est défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2006, le 30 avril 2006 et le 31 juillet 2006.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2006.

À l'occasion de l'examen périodique de la Loi sur les banques, le ministère des Finances a publié des propositions en juin 2006 qui, en partie, suggèrent que soit abrogée l'obligation d'obtenir l'approbation du BSIF pour le versement de dividendes dans les circonstances décrites ci-devant. Les modifications, si elles sont adoptées, devraient entrer en vigueur avant la fin de l'exercice 2007.

Arrangements hors bilan

Obligations contractuelles

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des EDDV, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les détails sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 81 à 83 de la Reddition de compte annuelle de 2005. Pour les opérations de titrisation effectuées durant le trimestre et les modifications apportées aux EDDV, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés inclus dans le présent rapport. Il n'y a pas eu d'autres changements importants aux arrangements hors bilan au cours du trimestre.

Obligations contractuelles

Les détails sur nos obligations contractuelles figurent à la page 84 de la Reddition de compte annuelle de 2005. Il n'y a pas eu de changements importants aux obligations contractuelles dans le cours normal des affaires.

Conventions comptables et estimations critiques

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et estimations comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 85 à 89 de la Reddition de comptes annuelle de 2005.

Modifications futures de conventions comptables

Baux adossés

Avant 2004, nous avons été partie à divers placements de crédit-bail structuré aux États-Unis, comptabilisés dans les états financiers consolidés comme des baux adossés selon la directive contenue dans le Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) 13, «Accounting for Leases», et selon l'abrégé 46 du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), «Baux adossés».

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated

by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le SFAS 13, et l'abrégé 46 du CPN de l'ICCA (qui permet l'adoption de la directive SFAS 13). Le FSP entrera en vigueur pour l'exercice de la CIBC commençant le 1^{er} novembre 2007. Toutefois, son adoption anticipée est autorisée.

Le FSP exige qu'un changement de l'échéancier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouvel échéancier de constatation du revenu découlant du bail adossé. Nous estimons à l'heure actuelle que l'adoption du FSP entraînerait une imputation hors caisse après impôts de 65 M\$ à 95 M\$ aux bénéfices non répartis d'ouverture. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse serait alors comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux. À l'heure actuelle, la CIBC évalue les options de mise en œuvre possibles, y compris l'adoption anticipée en date du 1^{er} novembre 2006.

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu» et 3251 «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006.

Ces normes offrent des lignes directrices quant à la comptabilisation, à l'évaluation et au classement des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, sont évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui seront évalués au coût après amortissement.

Les nouvelles normes établissent également les exigences comptables en matière de couverture. Toute inefficacité en matière de couverture sera immédiatement imputée aux résultats.

Le cumul des éléments du résultat étendu seront inclus aux bilans consolidés sous une rubrique distincte des capitaux propres.

Les changements de valeur comptable des instruments financiers découlant de l'adoption de ces nouvelles normes seront constatés dans les bénéfices non répartis d'ouverture et dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 1^{er} novembre 2006. L'incidence transitoire de ces normes dépendra de la juste valeur de certaines positions dans des instruments financiers au moment de l'adoption et des stratégies de couvertures déployées avant l'adoption.

Pour de plus amples détails, se reporter à la note 8 afférente aux états financiers intermédiaires consolidés non vérifiés figurant dans le présent rapport.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 juillet 2006, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 juillet 2006, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS DE LA CIBC

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 206 \$	2 008 \$	1 925 \$	6 247 \$	5 691 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	402	366	327	1 101	812
Valeurs mobilières	707	640	538	1 967	1 611
Dépôts auprès d'autres banques	115	98	91	300	241
	3 430	3 112	2 881	9 615	8 355
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 591	1 444	1 141	4 363	3 158
Autres passifs	633	552	447	1 702	1 216
Titres secondaires	78	72	59	222	173
Passif au titre des actions privilégiées (note 4)	7	8	15	23	43
	2 309	2 076	1 662	6 310	4 590
Revenu net d'intérêts	1 121	1 036	1 219	3 305	3 765
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	140	141	157	465	580
Frais sur les dépôts et les paiements	201	187	203	583	597
Commissions sur crédit	74	58	88	216	246
Honoraires d'administration des cartes	61	52	82	177	244
Honoraires de gestion de placements et de garde	111	110	95	327	293
Revenu tiré des fonds communs de placement	188	188	175	558	509
Revenu tiré des assurances	89	56	62	214	196
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	204	230	212	663	669
Revenu de négociation	275	307	348	844	635
Gains (pertes) sur valeurs du compte de placement, montant net	40	(11)	152	15	221
Revenu tiré des créances titrisées	124	135	100	387	248
Revenu tiré des opérations de change autres que de négociation	70	104	64	238	191
Divers	132	173	194	453	656
	1 709	1 730	1 932	5 140	5 285
Total des revenus	2 830	2 766	3 151	8 445	9 050
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 1)	152	138	199	456	536
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 090	1 054	1 078	3 224	3 187
Frais d'occupation	136	144	150	426	466
Matériel informatique et matériel de bureau	278	274	294	825	858
Communications	74	75	76	224	244
Publicité et expansion des affaires	53	54	58	154	191
Honoraires professionnels	35	41	90	120	244
Taxes d'affaires et impôts et taxes sur le capital	33	35	30	99	94
Divers	188	148	3 074	508	3 499
	1 887	1 825	4 850	5 580	8 783
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	791	803	(1 898)	2 409	(269)
Charge (économie) d'impôts	125	190	(106)	553	353
	666	613	(1 792)	1 856	(622)
Part des actionnaires sans contrôle	4	28	115	29	138
Bénéfice net (perte nette)	662 \$	585 \$	(1 907) \$	1 827 \$	(760) \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 6)					
- de base	1,88 \$	1,65 \$	(5,77) \$	5,16 \$	(2,50) \$
- dilué	1,86 \$	1,63 \$	(5,77) \$	5,11 \$	(2,50) \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,70 \$	0,68 \$	0,68 \$	2,06 \$	1,98 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars, aux	31 juillet 2006	31 oct. 2005
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 404 \$	1 310 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	10 125	10 542
Valeurs mobilières		
Compte de placement	21 396	14 342
Compte de négociation	60 238	53 422
	81 634	67 764
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	21 640	18 514
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	78 868	77 216
Particuliers	28 067	28 198
Cartes de crédit	7 018	6 655
Entreprises et gouvernements	29 767	31 350
Provision pour pertes sur créances (note 1)	(1 580)	(1 636)
	142 140	141 783
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 397	20 309
Engagements de clients en vertu d'acceptations	7 084	5 119
Terrains, bâtiments et matériel	2 034	2 136
Écart d'acquisition	982	946
Autres actifs incorporels	199	199
Autres actifs	10 351	11 748
	38 047	40 457
	294 990 \$	280 370 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	76 418 \$	73 790 \$
Entreprises et gouvernements	110 431	108 409
Banques	13 166	10 535
	200 015	192 734
Divers		
Instruments dérivés à la valeur marchande	17 245	20 128
Acceptations	7 084	5 119
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	14 136	14 883
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	24 892	14 325
Autres passifs	13 397	16 002
	76 754	70 457
Titres secondaires (note 3)	5 850	5 102
Passif au titre des actions privilégiées (notes 4)	600	600
Part des actionnaires sans contrôle	13	746
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 4)	2 381	2 381
Actions ordinaires (note 4)	3 013	2 952
Surplus d'apport	67	58
Écart de conversion	(415)	(327)
Bénéfice non répartis	6 712	5 667
	11 758	10 731
	294 990 \$	280 370 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Actions privilégiées (note 4)					
Solde au début de la période	2 381 \$	2 381 \$	2 375 \$	2 381 \$	1 783 \$
Émission d'actions privilégiées	-	-	11	-	731
Conversion d'actions privilégiées	-	-	(5)	-	(133)
Solde à la fin de la période	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$	2 381 \$
Actions ordinaires (note 4)					
Solde au début de la période	3 027 \$	2 987 \$	2 943 \$	2 952 \$	2 969 \$
Émission d'actions ordinaires	6	39	58	85	122
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(54)	-	(140)
Actions de trésorerie	(20)	1	(10)	(24)	(14)
Solde à la fin de la période	3 013 \$	3 027 \$	2 937 \$	3 013 \$	2 937 \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	53 \$	56 \$	58 \$	58 \$	59 \$
Charge au titre des options sur actions	1	2	2	4	6
Options sur actions exercées	-	(5)	(2)	(8)	(7)
Prime nette sur les actions de trésorerie	13	-	-	13	-
Solde à la fin de la période	67 \$	53 \$	58 \$	67 \$	58 \$
Écart de conversion					
Solde au début de la période	(466) \$	(375) \$	(296) \$	(327) \$	(376) \$
Gains (pertes) de change découlant de placements dans les filiales et autres	182	(208)	(448)	(572)	56
(Pertes) gains de change découlant d'opérations de couverture	(199)	161	616	708	(57)
Économie (charge) d'impôts	68	(44)	(222)	(224)	27
Solde à la fin de la période	(415) \$	(466) \$	(350) \$	(415) \$	(350) \$
Bénéfice non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	6 315 \$	5 987 \$	7 780 \$	5 667 \$	7 745 \$
Rajustement pour modification de convention comptable	-	-	-	-	10 ¹
Solde au début de la période, après retraitement	6 315	5 987	7 780	5 667	7 755
Bénéfice net (perte nette)	662	585	(1 907)	1 827	(760)
Dividendes					
Actions privilégiées	(33)	(33)	(36)	(99)	(92)
Actions ordinaires	(234)	(229)	(228)	(690)	(675)
Prime de rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(409)	-	(1 035)
Divers	2	5	-	7	7
Solde à la fin de la période	6 712 \$	6 315 \$	5 200 \$	6 712 \$	5 200 \$
Capitaux propres à la fin de la période	11 758 \$	11 310 \$	10 226 \$	11 758 \$	10 226 \$

¹ Représente l'incidence de la mise en œuvre le 1^{er} novembre 2004 de la Note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 («NOC-15») de l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables».

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	662 \$	585 \$	(1 907) \$	1 827 \$	(760) \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	152	138	199	456	536
Amortissement des bâtiments, du matériel, du mobilier et des améliorations locatives	50	51	51	155	160
Amortissement des actifs incorporels	7	7	3	21	9
Rémunération à base d'actions	(6)	6	15	15	18
Impôts futurs	23	93	(238)	193	(107)
(Gains) pertes sur valeurs du compte de placement	(40)	11	(152)	(15)	(221)
Gains sur dessaisissements	-	-	-	-	(115)
Gains à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	(1)	(7)	(1)	(7)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	(6)	(122)	57	(111)	66
Intérêts courus à payer	20	200	138	233	272
Montants à recevoir sur contrats dérivés	1 191	790	213	2 912	2 174
Montants à payer sur contrats dérivés	(1 446)	(1 379)	597	(2 883)	(1 878)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(1 496)	1 797	(1 181)	(6 816)	(6 542)
Impôts exigibles	24	220	78	297	26
Divers, montant net	(1 025)	35	2 433	(2 880)	2 072
	(1 890)	2 431	299	(6 597)	(4 297)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	6 512	(163)	659	7 281	6 566
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(3 860)	2 785	(53)	(747)	3 957
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, montant net	3 210	(2 277)	2 528	10 567	153
Émission de titres secondaires	-	1 300	-	1 300	-
Remboursement / rachat de titres secondaires	(20)	(250)	(41)	(520)	(41)
Émission d'actions privilégiées, déduction faite des conversions	-	-	6	-	598
Émission d'actions ordinaires	6	39	58	85	122
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(463)	-	(1 175)
(Achat) vente d'actions de trésorerie	(20)	1	(10)	(24)	(14)
Dividendes	(267)	(262)	(264)	(789)	(767)
Divers, montant net	385	(295)	(259)	240	127
	5 946	878	2 161	17 393	9 526
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(297)	(765)	(1 553)	417	(1 547)
Prêts, déduction faite des remboursements	(5 466)	(2 301)	(5 386)	(7 412)	(10 941)
Produit des titrisations	2 705	1 868	2 339	6 599	7 013
Achat de valeurs du compte de placement	(3 694)	(3 384)	(669)	(13 089)	(4 990)
Produit de la vente de valeurs du compte de placement	1 218	1 241	1 689	3 741	5 429
Produit à l'échéance de valeurs du compte de placement	772	896	1 464	2 309	2 101
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente, montant net	82	(23)	(182)	(3 126)	(2 410)
Produit de dessaisissements	-	-	-	-	347
Sorties nettes liées à l'acquisition d'une filiale ¹	-	-	-	(75)	-
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(53)	-	(37)	(59)	(214)
Produit de la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	-	7	22	7	24
	(4 733)	(2 461)	(2 313)	(10 688)	(5 188)
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	8	(10)	(9)	(14)	2
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(669)	838	138	94	43
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	2 073	1 235	1 279	1 310	1 374
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 404 \$	2 073 \$	1 417 \$	1 404 \$	1 417 \$
Intérêts versés au comptant	2 289 \$	1 876 \$	1 524 \$	6 077 \$	4 318 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) au comptant	77 \$	(123) \$	55 \$	62 \$	434 \$

¹ Le 1^{er} novembre 2005, la CIBC a acquis le solde de la part des actionnaires sans contrôle dans INTRIA Items Inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers intermédiaires consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS (NON VÉRIFIÉ)

Les états financiers intermédiaires consolidés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la «CIBC») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les états financiers intermédiaires consolidés de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels, et par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005, figurant aux pages 98 à 151 de la Reddition de comptes annuelle de 2005. Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

1. Provision pour pertes sur créances

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 juillet 2006			30 avril 2005			31 juillet 2005		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	654 \$	950 \$	1 604 \$	647 \$	975 \$	1 622 \$	709 \$	1 025 \$	1 734 \$
Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	152	-	152	163	(25)	138	199	-	199
Radiations	(198)	-	(198)	(208)	-	(208)	(229)	-	(229)
Recouvrements	23	-	23	50	-	50	24	-	24
Opérations de change et autres rajustements	1	-	1	2	-	2	(13)	-	(13)
Solde à la fin de la période	632 \$	950 \$	1 582 \$	654 \$	950 \$	1 604 \$	690 \$	1 025 \$	1 715 \$
Composé de ce qui suit :									
Prêts	630 \$	950 \$	1 580 \$	652 \$	950 \$	1 602 \$	688 \$	1 025 \$	1 713 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2	2	-	2

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le	31 juillet 2006			31 juillet 2005		
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale
Solde au début de la période	663 \$	975 \$	1 638 \$	803 \$	1 025 \$	1 828 \$
Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	481	(25)	456	536	-	536
Radiations	(614)	-	(614)	(722)	-	(722)
Recouvrements	96	-	96	91	-	91
Opérations de change et autres rajustements	6	-	6	(18)	-	(18)
Solde à la fin de la période	632 \$	950 \$	1 582 \$	690 \$	1 025 \$	1 715 \$
Composé de ce qui suit :						
Prêts	630 \$	950 \$	1 580 \$	688 \$	1 025 \$	1 713 \$
Lettres de crédit ¹	2	-	2	2	-	2

¹ La provision sur lettres de crédit est comprise dans les autres passifs.

2. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation garantis à taux fixe et à taux variable par la création de titres adossés à des créances hypothécaires par l'entremise du programme Obligations hypothécaires du Canada. À partir du deuxième trimestre de 2006, nous avons également commencé à effectuer la titrisation de prêts

hypothécaires non garantis à taux fixe par le truchement d'une fiducie tierce qui émet des titres. À la vente de ces actifs, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente :

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Titrisés	3 377 \$	2 246 \$	1 914 \$	8 408 \$	6 685 \$
Vendus	2 328	1 768	2 052	5 861	6 201
Produit net au comptant	2 313	1 759	2 044	5 826	6 175
Droits conservés ¹	36	27	44	94	140
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	4	9	11	21	20
Hypothèses sur les droits conservés :					
Taux de remboursement anticipé (annuellement)	11,0 - 39,0	% 11,0 - 39,0	% 12,0 - 39,0	11,0 - 39,0	% 12,0 - 39,0
Taux d'actualisation	4,4 - 4,8	% 4,1 - 4,6	% 2,6 - 3,4	3,5 - 4,8	% 2,6 - 4,2
Pertes sur créances prévues	0,0 - 0,1	% 0,0 - 0,1	% s.o.	0,0 - 0,1	% s.o.

¹ Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.
s.o. Sans objet puisque ces prêts hypothécaires sont garantis.

Prêts hypothécaires commerciaux

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires commerciaux par le truchement d'une fiducie tierce qui émet des titres. À la vente de ces actifs, un gain net a été constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous n'avons conservé aucune participation effective dans ces prêts hypothécaires, mais nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus. Le tableau suivant résume nos activités de titrisation et de vente :

en millions de dollars, pour les trois mois et les neuf mois terminés le	31 juillet 2006
Titrisés	380 \$
Vendus	380
Produit net au comptant	392
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	7

Cartes de crédit

Nous titrisons des créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une fiducie qui émet des valeurs mobilières. Nous conservons les relations avec la clientèle pour les obligations d'administration des créances titrisées de cartes

de crédit et nous constatons un revenu lorsque les services d'administration sont rendus. Le tableau suivant résume notre activité de titrisation. Aucune activité de titrisation n'a eu lieu au cours du trimestre.

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le	
	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Titrisées et vendues	109 \$	295 \$	381 \$	838 \$
Produit net au comptant	109	295	381	838
Droits conservés ¹	9	38	32	85
Gain à la vente, déduction faite des frais d'opération	-	3	1	7
Hypothèses sur les droits conservés :				
Taux de remboursement anticipé (mensuel)	43,8	% 43,6	43,5 - 43,8	% 43,6 - 44,3
Taux d'actualisation	9,0	% 9,0	9,0	% 9,0
Pertes sur créances prévues	3,6	% 3,7	3,6	% 3,7

¹ Figurent comme valeurs du compte de placement dans le bilan consolidé.

Entité à détenteurs de droits variables (EDDV)

Au 31 juillet 2006, les actifs consolidés en vertu de la NOC-15 de l'ICCA intitulée «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables» ont atteint 0,1 G\$ (2,1 G\$ au 31 octobre 2005).

Ce repli est principalement attribuable à la vente d'actifs hypothécaires dans une EDDV consolidée et à la déconsolidation de certaines autres EDDV. Au cours du trimestre, une EDDV a fait l'objet d'une déconsolidation au 31 juillet 2006.

3. Titres secondaires

Le 31 janvier 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à 7,40 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 31 janvier 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Le 28 mars 2006, nous avons émis un montant en principal de 1,3 G\$ en titres secondaires, 4,55 %, venant à échéance le 28 mars 2016.

Le 25 avril 2006, conformément à leurs modalités, nous avons racheté nos débetures (titres secondaires) à

8,15 % d'un principal de 250 M\$ venant à échéance le 25 avril 2011, pour leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat.

Après la fin du trimestre, le 25 août 2006, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 23 octobre 2006, la totalité de nos débetures (titres secondaires) à 7,00 % en circulation venant à échéance le 23 octobre 2011. Conformément à leurs modalités, les débetures seront rachetées à 100 % de leur principal impayé de 250 M\$, plus les intérêts courus à la date du rachat.

4. Passif au titre des actions privilégiées et capital-actions

ACTIONS EN CIRCULATION au	31 juillet 2006		31 octobre 2005	
	Actions en circulation		Actions en circulation	
	Nombre d'actions	En millions de dollars	Nombre d'actions	En millions de dollars
Actions privilégiées de catégorie A¹				
<u>Classées à titre de passif</u>				
Série 19	8 000 000	200 \$	8 000 000	200 \$
Série 23	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		600 \$		600 \$
<u>Classées à titre de capitaux propres</u>				
Série 18	12 000 000	300 \$	12 000 000	300 \$
Série 24	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 25	16 000 000	400	16 000 000	400
Série 26	10 000 000	250	10 000 000	250
Série 27	12 000 000	300	12 000 000	300
Série 28 ²	3 658	- ³	17 658	- ³
Série 29	13 232 342	331	13 232 342	331
Série 30	16 000 000	400	16 000 000	400
Total		2 381 \$		2 381 \$
Actions ordinaires⁴	335 332 042	3 013 \$	334 007 626	2 952 \$
Options sur actions en cours	9 540 067		10 992 741	

¹ Les droits et privilèges des actions privilégiées de catégorie A ainsi que les restrictions sur le versement des dividendes sont décrits à la note 14 afférente aux états financiers consolidés de 2005.

² Le 25 novembre 2005, nous avons annoncé notre offre publique de rachat aux fins d'annulation de toutes les actions privilégiées de catégorie A, série 28 en circulation à un prix de 10 \$ l'action. L'offre est valable pour une période d'au moins un an et vient à échéance à la première éventualité entre le 17 juin 2009 et la date du retrait de l'offre par la CIBC. Au cours du trimestre, nous avons racheté 2 000 actions en vertu de la présente offre (au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2006, nous avons racheté 14 000 actions en vertu de la présente offre). Après la fin du trimestre, nous avons racheté 600 actions supplémentaires en vertu de la présente offre.

³ Attribuable à l'arrondissement.

⁴ Déduction faite des actions non émises (365 966 actions, 24 M\$ au 31 juillet 2006; 7 012 actions, 0,3 M\$ au 31 octobre 2005). Les actifs et les passifs sous forme d'actions ordinaires de la CIBC totalisant environ 529 M\$ au 31 juillet 2006 (312 M\$ au 31 octobre 2005), détenus par certaines fiducies de rémunération, ont été portés en diminution des actions non émises.

Au cours du trimestre, nous avons émis 0,1 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 6 M\$ (1,7 million d'actions ordinaires pour une contrepartie de 85 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2006), en vertu de régimes d'options d'achat d'actions.

Restrictions sur le versement de dividendes

En vertu de l'article 79 de la *Loi sur les banques* (Canada), il nous est interdit de verser des dividendes au cours d'un exercice donné sans l'autorisation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) si, le jour où le dividende est déclaré, le total de tous les dividendes déclarés pour l'exercice dépasse le total de

notre bénéfice net depuis le début de l'exercice et de notre bénéfice net non réparti, tel qu'il est défini par le BSIF, des deux exercices antérieurs.

Nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour les trimestres terminés le 31 janvier 2006, le 30 avril 2006 et le 31 juillet 2006.

Après la fin du trimestre, nous avons obtenu l'approbation du BSIF, en vertu de l'article 79, de verser des dividendes sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées de catégorie A pour le trimestre se terminant le 31 octobre 2006.

Dans le cadre de l'examen périodique de la *Loi sur les banques*, le ministère des Finances a publié des propositions en juin 2006 qui, en partie, suggèrent que soit abrogée l'obligation d'obtenir l'approbation du BSIF pour

le versement de dividendes dans les circonstances décrites ci-dessous. Les modifications, si elles sont adoptées, devraient entrer en vigueur avant la fin de l'exercice 2007.

5. Charge au titre des avantages sociaux futurs

La charge au titre des régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs est comptabilisée comme suit :

en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Charge au titre des régimes à prestations déterminées					
Régimes de retraite	58 \$	52 \$	48 \$	160 \$	125 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	12	18	19	49	50
	70 \$	70 \$	67 \$	209 \$	175 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	5 \$	4 \$	3 \$	12 \$	12 \$
Régimes de retraite gouvernementaux	18	22	19	61	63
	23 \$	26 \$	22 \$	73 \$	75 \$

6. Bénéfice net (perte nette) par action

en millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2006	30 avril 2006	31 juillet 2005	31 juillet 2006	31 juillet 2005
Résultat de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	662 \$	585 \$	(1 907) \$	1 827 \$	(760) \$
Dividendes sur actions privilégiées	(33)	(33)	(36)	(99)	(92)
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	629 \$	552 \$	(1 943) \$	1 728 \$	(852) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 513	335 147	336 486	335 004	341 079
Bénéfice (perte) de base par action	1,88 \$	1,65 \$	(5,77) \$	5,16 \$	(2,50) \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	629 \$	552 \$	(1 943) \$	1 728 \$	(852) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	335 513	335 147	336 486	335 004	341 079
Ajouter le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	2 948	3 397	3 639	3 229	3 799
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	338 461	338 544	340 125	338 233	344 878
Bénéfice (perte) dilué(e) par action ³	1,86 \$	1,63 \$	(5,77) \$	5,11 \$	(2,50) \$

¹ Ne tiennent pas compte du nombre moyen de 14 815 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$ et du nombre moyen de 10 151 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 84,69 \$, pour les trois mois terminés respectivement les 31 juillet 2006 et 30 avril 2006, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

² Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.

³ En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice (la perte) dilué(e) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice (la perte) dilué(e) par action seront identiques.

7. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et Marchés mondiaux CIBC. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Administration, Technologie et opérations; Expansion de l'entreprise; Finance; Conformité, Affaires juridiques et réglementation; Trésorerie et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au poste Siège social et

autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons réuni les groupes fonctionnels Administration et Technologie et opérations, et nous avons nommé le nouveau groupe «Administration, Technologie et opérations». Nous avons également transféré certaines

fonctions administratives de ce groupe au nouveau groupe fonctionnel Conformité, Affaires juridiques et réglementation.

Les informations financières des périodes précédentes ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme

à celle des nouveaux groupes fonctionnels qui a été adoptée au quatrième trimestre de 2005.

RÉSULTATS SECTORIELS

en millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2006	Revenu net d'intérêts	1 110 \$	(52) \$	63 \$	1 121 \$
	Revenu autre que d'intérêts	987	672	50	1 709
	Revenu intersectoriel¹	(55)	57	(2)	-
	Total des revenus	2 042	677	111	2 830
	Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	159	(7)	-	152
	Amortissement²	19	5	33	57
	Frais autres que d'intérêts	1 236	513	81	1 830
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	628	166	(3)	791
	Impôts sur les bénéfices	141	(25)	9	125
	Part des actionnaires sans contrôle	-	1	3	4
	Bénéfice net (perte nette)	487 \$	190 \$	(15) \$	662 \$
	Actif moyen³	187 209 \$	103 285 \$	901 \$	291 395 \$
30 avril 2006	Revenu net d'intérêts	1 058 \$	(83) \$	61 \$	1 036 \$
	Revenu autre que d'intérêts	959	636	135	1 730
	Revenu intersectoriel¹	(53)	54	(1)	-
	Total des revenus	1 964	607	195	2 766
	Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	180	(16)	(26)	138
	Amortissement²	20	5	34	59
	Frais autres que d'intérêts	1 206	500	60	1 766
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	558	118	127	803
	Impôts sur les bénéfices	126	7	57	190
	Part des actionnaires sans contrôle	-	1	27	28
	Bénéfice net	432 \$	110 \$	43 \$	585 \$
	Actif moyen³	186 162 \$	101 663 \$	603 \$	288 428 \$
31 juillet 2005	Revenu net d'intérêts	1 119 \$	37 \$	63 \$	1 219 \$
	Revenu autre que d'intérêts	955	838	139	1 932
	Revenu intersectoriel¹	(53)	54	(1)	-
	Total des revenus	2 021	929	201	3 151
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	185	13	1	199
	Amortissement²	20	6	27	53
	Frais autres que d'intérêts	1 259	3 417	121	4 797
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	557	(2 507)	52	(1 898)
	Impôts sur les bénéfices	153	(260)	1	(106)
	Part des actionnaires sans contrôle	-	40	75	115
	Bénéfice net (perte nette)	404 \$	(2 287) \$	(24) \$	(1 907) \$
	Actif moyen³	186 876 \$	104 787 \$	473 \$	292 136 \$

RÉSULTATS SECTORIELS

en millions de dollars, pour les neuf mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Marchés mondiaux CIBC	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2006	Revenu net d'intérêts	3 292 \$	(159) \$	172 \$	3 305 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 937	1 954	249	5 140
	Revenu intersectoriel¹	(164)	168	(4)	-
	Total des revenus	6 065	1 963	417	8 445
	Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	519	(38)	(25)	456
	Amortissement²	61	16	99	176
	Frais autres que d'intérêts	3 656	1 540	208	5 404
	Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 829	445	135	2 409
	Impôts sur les bénéfices	472	14	67	553
	Part des actionnaires sans contrôle	-	3	26	29
	Bénéfice net	1 357 \$	428 \$	42 \$	1 827 \$
	Actif moyen³	185 971 \$	101 814 \$	716 \$	288 501 \$
31 juillet 2005	Revenu net d'intérêts	3 314 \$	273 \$	178 \$	3 765 \$
	Revenu autre que d'intérêts	2 949	1 982	354	5 285
	Revenu intersectoriel¹	(163)	165	(2)	-
	Total des revenus	6 100	2 420	530	9 050
	Dotation à la (reprise de la) provision pour pertes sur créances	548	(13)	1	536
	Amortissement²	67	18	84	169
	Frais autres que d'intérêts	3 739	4 541	334	8 614
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 746	(2 126)	111	(269)
	Impôts sur les bénéfices	523	(192)	22	353
	Part des actionnaires sans contrôle	-	65	73	138
	Bénéfice net (perte nette)	1 223 \$	(1 999) \$	16 \$	(760) \$
	Actif moyen³	185 491 \$	103 416 \$	519 \$	289 426 \$

¹ Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

² Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des actifs incorporels à durée de vie limitée.

³ Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction. L'actif moyen de Juniper (vendue le 1^{er} décembre 2004), les coentreprises CIBC Mellon, les débiteures d'Oppenheimer Holdings Inc. (vendues en grande partie le 31 juillet 2006) et d'autres actifs moyens non directement attribuables à des secteurs d'activité donnés ne sont pas affectés aux secteurs d'activité.

8. Modifications futures de conventions comptables

Baux adossés

En juillet 2006, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Staff Position (FSP) FAS 13-2, «Accounting for a Change of Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction», qui modifie le Statement of Financial Accounting Standard (SFAS) 13, «Accounting for Leases», et l'abrégé 46, «Baux adossés», du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA (qui permet l'adoption de la directive SFAS 13). Le FSP entrera en vigueur pour l'exercice de la CIBC commençant le 1^{er} novembre 2007. Toutefois, son adoption anticipée est autorisée.

Le FSP exige qu'un changement de l'échéancier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices entraîne l'établissement d'un nouvel échéancier de constatation du revenu découlant du bail adossé. Nous

estimons à l'heure actuelle que l'adoption du FSP entraînerait une imputation hors caisse après impôts de 65 M\$ à 95 M\$ aux bénéfices non répartis d'ouverture. Un montant se rapprochant de cette imputation hors caisse serait alors comptabilisé dans les revenus sur la durée restante des baux. À l'heure actuelle, la CIBC évalue les options de mise en œuvre possibles, y compris l'adoption anticipée en date du 1^{er} novembre 2006.

Instruments financiers

En janvier 2005, l'ICCA a publié de nouvelles normes comptables, dont les chapitres 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», 3865, «Couvertures», 1530, «Résultat étendu» et 3251, «Capitaux propres». La CIBC mettra en application ces nouvelles normes comptables à partir du 1^{er} novembre 2006. Ces normes favoriseront

l'harmonisation avec les normes comptables américaines et internationales.

Les normes exigent que tous les actifs financiers soient classés comme détenus à des fins de négociation, disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances. En outre, les normes prévoient que tous les actifs financiers, y compris tous les dérivés, soient évalués à leur juste valeur à l'exception des prêts, des créances et des placements classés comme devant être détenus jusqu'à leur échéance, qui seront évalués au coût après amortissement.

Les changements à la juste valeur des valeurs détenues à des fins de négociation continueront d'être portés aux résultats, alors que les changements de juste valeur des valeurs disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à la sortie de l'actif financier ou jusqu'à sa dépréciation.

De la même façon, les normes exigent que tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur quand ils sont détenus à des fins de négociation ou s'ils sont des dérivés. Les autres passifs financiers devraient être évalués au coût après amortissement.

Les normes permettent à une entité de désigner certains instruments financiers, à sa constatation initiale, comme un instrument qu'elle évaluera à sa juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent.

Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de négociation, à moins qu'ils soient expressément désignés dans une relation de couverture efficace. Lorsqu'un instrument dérivé est désigné comme couverture et que les critères d'efficacité de la couverture sont satisfaits, les résultats peuvent être compensés, mais seulement dans la mesure où la couverture est efficace.

9. Acquisition proposée

Le 29 juin 2006, nous avons annoncé la signature d'une entente définitive avec Barclays Bank PLC (Barclays) pour acquérir une participation de 90 % à 100 % dans FirstCaribbean International Bank (FirstCaribbean). Barclays détient actuellement une participation de 43,7 % dans la FirstCaribbean. La transaction, qui dépend de l'obtention des approbations réglementaires, devrait être conclue d'ici la fin de l'année civile 2006. En vertu de l'entente définitive, nous allons d'abord acquérir une participation de 90 % de Barclays dans FirstCaribbean au coût de 1,62 \$US par action ordinaire de FirstCaribbean. Dans les plus brefs délais, nous devons ensuite procéder à une offre publique d'achat visant la participation restante de Barclays et la participation de 12,6 % détenue par les actionnaires minoritaires au même prix. Nous paierons également une somme additionnelle à Barclays, ainsi qu'aux autres actionnaires qui remettent leurs actions dans le cadre de l'offre, pour tenir compte des dividendes

L'inefficacité d'une relation de couverture sera comptabilisée dans les résultats courants. Les normes permettent trois types de relations de couverture : les couvertures de juste valeur, les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome. Pour les couvertures de juste valeur, les changements à la juste valeur du dérivé seront imputés aux résultats, de même que la partie efficace de la variation de la juste valeur de l'actif, le passif ou l'engagement ferme sous-jacent, attribuable au risque qui est couvert. Pour les couvertures de flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger autonome, la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est compensée par les autres éléments du résultat étendu, jusqu'à ce que la variabilité des flux de trésorerie faisant l'objet de la couverture soit constatée dans les résultats au cours de périodes futures ou à la décomptabilisation de l'investissement net.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu sera inclus au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres (déduction faite des impôts et taxes) et comprendra les gains nets latents sur les valeurs disponibles à la vente, les gains nets latents sur les instruments dérivés désignés dans une couverture de flux de trésorerie efficace, ainsi que les gains et les pertes de change latents d'établissements étrangers autonomes, déduction faite des gains ou pertes latents sur les dérivés dans une couverture d'investissement net efficace de ces établissements étrangers.

L'incidence transitoire de ces normes dépendra de la juste valeur de certaines positions dans des instruments financiers au 1^{er} novembre 2006 et des stratégies de couverture déployées avant l'adoption.

relatifs à la période durant laquelle les actions ont été détenues avant la clôture.

Si nous faisons l'acquisition de 100 % de la participation de Barclays et qu'aucun des autres actionnaires minoritaires ne remet ses actions, la contrepartie totale s'élèvera à environ 1,08 G\$ US et, une fois la transaction conclue, nous détiendrons environ 87,4 % des actions ordinaires de FirstCaribbean. En vertu de l'entente définitive, nous avons l'option de payer les actions ordinaires de FirstCaribbean en espèces, en actions ordinaires de la CIBC ou au moyen d'une combinaison en espèces et en actions ordinaires de la CIBC, selon des proportions relatives qui seront déterminées par la CIBC avant la conclusion de la transaction.

Nous détenons actuellement une participation de 43,7 % dans FirstCaribbean, que nous comptabilisons au moyen de la méthode de mise en équivalence. Les résultats de FirstCaribbean seront consolidés dans nos états financiers à compter de la date de clôture de la transaction.